courant alternatif

Mensuel édité par
l'Organisation Communiste Libertaire
Juin 1984 n° 37 12 f

La situation à Longwy * L'endettement du Tiers-Monde

BREAK-ANAR

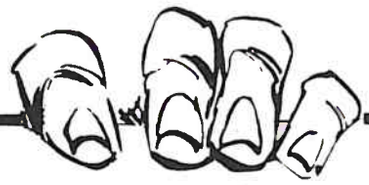
Bilan des squatts (OR) * Indiens d'Amérique *

L'Islam

La Pologne

dans la joie jusqu'au cou !

N° 37
MAQUETTE OCL DIEPPE
JUIN 1984



sommaire

p4 La Pologne des années 80
p8 L'Islam à l'ère des hydrocarbures
p10 Le Pen à Reims, une belle soirée !
p12 L'intégrisme en Algérie
p14 Squatts associatifs, un premier bilan
p16 Informations sur les Indiens d'Amérique
p18 L'endettement du tiers-monde
p23 Longwy, où va la lutte
p27 L'Animation
p29 Restructurations à Caen
p31 Courrier

POITOU - CHARENTES

★ CRIC
B.P. 227
86006 POITIERS cédex

SUD - EST

★ OCL c/o CNT
B.P. 160
13634 ARLES cédex

BANLIEUE EST - PARIS

★ RUPTURES
B.P.1
94501 CHAMPIGNY/Marne cédex

SUD-OUEST

★ Acratie
B.P. 25
40300 PEYREHORADE

★ La Gasalhada *(OCL)*
B.P. 71
47400 TONNEINS

NORMANDIE

★ Courant Alternatif
B.P. 543 B
76 370 Neuville les Dieppe

★ ASTEVMU
B.P. 170
CAEN cédex 14008

PAYS DE LOIRE/BRETAGNE

★ OCL/L'Encre y est
33 Place d'Alger
72000 LE MANS

CENTRE

★ La Commune
B.P. 1228
45002 Orléans cédex

BOURGOGNE

★ OCL/Librairie Oblique
25 rue Joubert
89000 AUXERRE

CHAMPAGNE/ARDENNES NORD/EST

★ OCL/Egregore
B.P. 1213
REIMS cédex

COURANT ALTERNATIF
n° 37 juin 1984
Mensuel Communiste Libertaire
Réalisé par l'OCL
Edité par l'association 1901 La Galère

Correspondance : OCL/Egrégore B.P. 1213 51058 Reims cédex

Dir. Pub. C. Maynard
Imprimerie : Atelier graphique Reims
Photocompo : Hitzak. Ossas

Dépot légal : 47693
Com. Par. : 63627
ISSN : 0249-3195

ABONNEZ-VOUS!

1 an (10 numéros) .... 100 francs

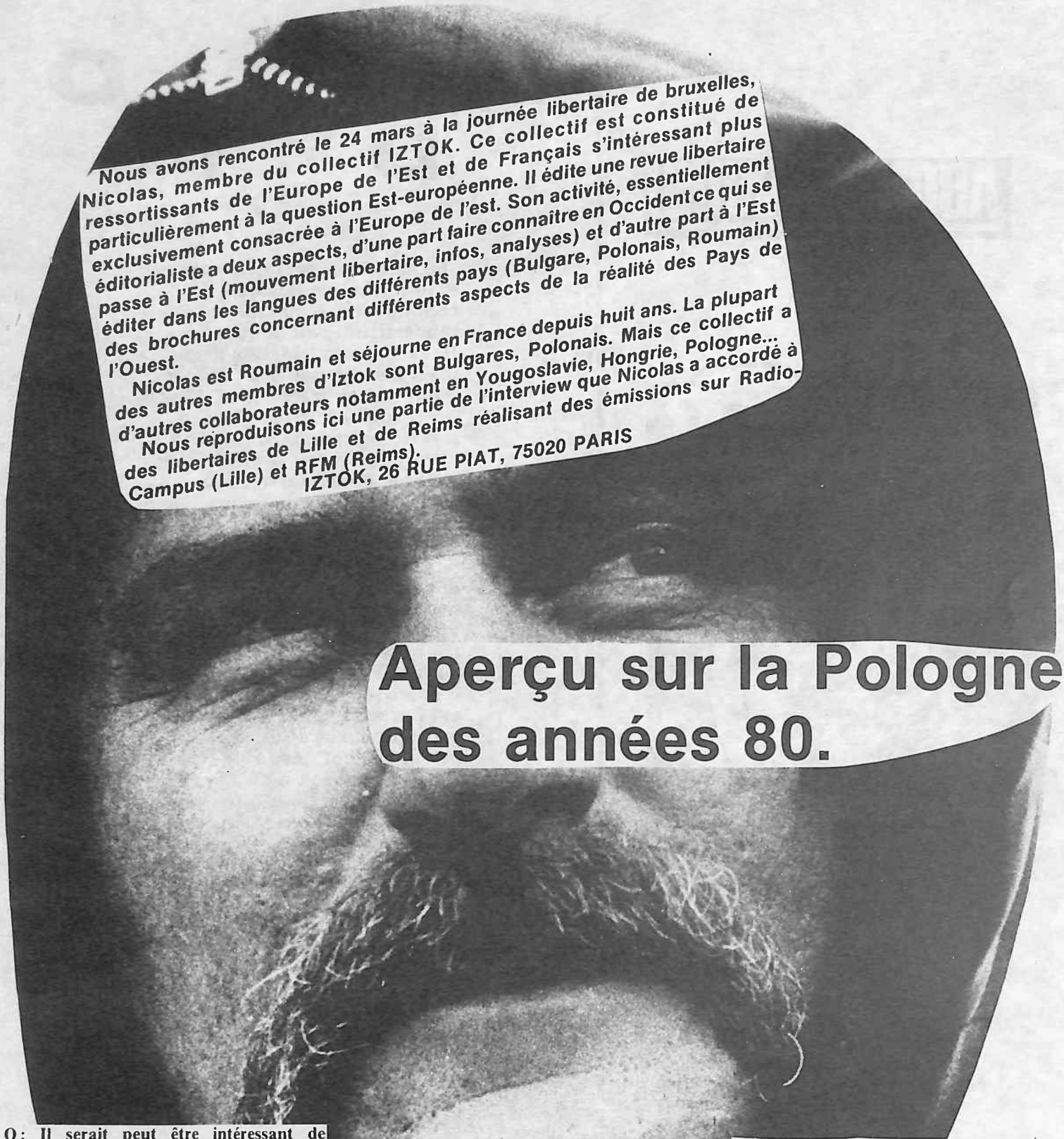
Chèque à l'ordre de DENIS JEAN
OCL / EGREGORE
B.P. 1213. 51058 REIMS cédex

En nombre pour la diffusion :

2 exemplaires ..... 160 francs
3 exemplaires ..... 225 francs
5 exemplaires ..... 350 francs

EDITO

La situation sociale s'aggrave et le tunnel ne fait que commencer. L'époque est à l'incertitude, au doute. Heureusement Metz à gagné... mais les chômeurs de Monaco n'ont pas pris leur pied. Même les rééducateurs en psychomotricité ne font plus la différence entre la droite et la gauche. Sans clarté, sans guide ni idéaux nous essayons d'aller quelque part et de préférence le plus vite possible. Un syndicaliste devient préfet et le micro-ordinateur remplace les bons vieux galets. Dans la jeunesse tous les styles de vie se cotoient sans se mélanger. Les looks sont stratifiés. Ma fille est enrhumée. On a rêvé d'être un tupamaros et on se retrouve seul devant le télé. Bowie prépare un clip pour cet été. Mai ne faut plus ce qu'il lui plait. Les structures de pensées sont dépassées. Le repli était un effet, il est aujourd'hui une donnée. L'identité additionne les différences. Le court terme devient la référence. Le militant est essoufflé. L'individu se met encore à espérer. Un édito c'est pas facile à rédiger. Dans le marasme et l'impasse, l'encre a bien du mal à s'écouler. Il faut boire aux sources, ne rien laisser passer et s'accrocher. Il disait "bats toi" et non "badoie". Elle disait "résiste" et ils subsistent. Ce numéro est encore là, comme une brèche, une trace et peut-être même une flèche. Lis-le, passe-le, abonne-toi et... l'anarchie vaincra !... L'Echo m'a aidé, mais pas Léo. Les temps ont bien changé. Et le changement va-t-il changer ?



Nous avons rencontré le 24 mars à la journée libertaire de bruxelles, Nicolas, membre du collectif IZTOK. Ce collectif est constitué de ressortissants de l'Europe de l'Est et de Français s'intéressant plus particulièrement à la question Est-européenne. Il édite une revue libertaire exclusivement consacrée à l'Europe de l'est. Son activité, essentiellement éditorialiste a deux aspects, d'une part faire connaître en Occident ce qui se passe à l'Est (mouvement libertaire, infos, analyses) et d'autre part à l'Est éditer dans les langues des différents pays (Bulgare, Polonais, Roumain) des brochures concernant différents aspects de la réalité des Pays de l'Ouest.

Nicolas est Roumain et séjourne en France depuis huit ans. La plupart des autres membres d'Iztok sont Bulgares, Polonais. Mais ce collectif a d'autres collaborateurs notamment en Yougoslavie, Hongrie, Pologne...

Nous reproduisons ici une partie de l'interview que Nicolas a accordé à des libertaires de Lille et de Reims réalisant des émissions sur Radio-Campus (Lille) et RFM (Reims).

IZTOK, 26 RUE PIAT, 75020 PARIS

Aperçu sur la Pologne des années 80.

Q : Il serait peut être intéressant de réaborder le thème du syndicalisme libre dans les pays de l'Est. Comment et où celui-ci a-t-il pu naître ? Pourquoi, finalement, n'a-t-il connu un succès de masse qu'en Pologne ?

Nicolas : L'initiative des syndicats libres est née dans trois endroits différents et pratiquement en même temps... à la fin des années 70, en URSS où il y a eu plusieurs initiatives, en Roumanie et en Pologne.

En Pologne, il y avait déjà la mémoire d'un réel mouvement ouvrier. Dans ce pays, l'initiative a été prise par d'anciens leaders de ce mouvement (une dizaine) mais ils n'imaginaient à aucun moment que cela allait prendre de telles proportions. Ils l'ont d'ailleurs toujours reconnu et n'ont jamais agit dans ce sens.

En URSS, l'initiative est toujours restée à l'état embryonnaire pour la bonne et simple raison qu'il n'y a pas eu de mouvement ouvrier par ailleurs.

En Roumanie, il y eu eu des luttes ouvrières importantes mais il n'a pas pu y avoir jonction entre les noyaux syndicalistes libres existants et les grèves parfois importantes. Aucune information n'est sortie pendant le déroulement de ces grèves que ce soit dans les médias occidentaux ou dans les villes roumaines. Ces luttes ont toutes crevé à cause de leur isolement, les informations ne sont passées que 2 mois après la fin de ces grèves. Il était alors trop tard !

Avec l'apparition de Solidarnosc, la répression s'est amplifiée et il y a eu une trouille pas possible des dirigeants polonais, soviétiques et roumains. Ils se sont même donnés certains moyens dissuasifs en essayant par exemple de faire jouer un petit rôle aux syndicats officiels. Paradoxalement, la Pologne a rendu très problématique tout developpement de syndicats libres larges dans les autres pays de l'Est dans la mesure où la classe politique « communiste » a pigé très vite le danger et s'est donné les moyens de la répression et de la dissuasion.

Actuellement les perspectives sont très très vagues pour ce qui est du développement du syndicalisme libre à l'Est. Je pense plutôt qu'il y aura encore des

explosions sociales qui ne seront pas le résultat d'une organisation ou de quoi que ce soit.

Q : Quel a été le rôle de l'Eglise polonaise dans la naissance du mouvement de masse ?

Nicolas : En Pologne, il est évident que l'Eglise a joué beaucoup dans l'aboutissement, ceci en 80. Mais, dans les explosions sociales qui ont eu lieu en 56, 70-71 et 76, l'Eglise n'a joué presque aucun rôle, ni dans l'explosion, ni dans l'aboutissement, ni même dans les mouvements de solidarité qui sont apparus après 76 où s'est d'ailleurs créé le KOR (dont certains des membres sont athées). Il n'y a pas de rapport direct entre le développement du mouvement ouvrier polonais et le réseau des Eglises. Par contre, dans le mouvement paysan, l'Eglise, très implantée en milieu rural, a joué directement pour la création d'un certain nombre d'associations paysannes.

Cela dit, l'Eglise a joué un rôle important au niveau des contacts internationaux, au niveau d'une certaine solidarité matérielle, au niveau de la répression (on pouvait se cacher chez les curés). Mais là où l'Eglise a joué beaucoup c'est dans l'apparition parmi la population d'une certaine confiance en elle-même dans sa lutte contre l'Etat... c'est donc plus au niveau psychologique et ce fut un facteur déterminant car une perspective pouvait s'ouvrir. Dans un pays comme la Roumanie où il n'y a pas d'autres institutions que l'Etat, la perspective est beaucoup plus vague. Il ne faut pas oublier qu'à l'Est, il faut constituer une force importante pour s'opposer à l'autorité de son propre pays et à l'URSS !

En Pologne, l'élection d'un pape polonais a joué un rôle important sur le plan symbolique avec des conséquences psychologiques très larges. Il n'y a pas plus de mystiques en Pologne, qu'en France ou en Italie mais c'était un pape polonais et cela favorisait une confiance en soi (pas une prise de conscience !) de la société, de plein de milieux... ce qui n'est pas le cas dans des pays qui se sentent complètement abandonnés, comme en Roumanie.

L'Eglise en Pologne est un sujet très compliqué et cela mériterait d'autres développements.

Q : Beaucoup de gens en France, de certains milieux de droite aux libertaires, ont soutenu Solidarnosc. N'y avait-il pas dans Solidarnosc de grandes ambiguités ?

Nicolas : Des ambiguités existent toujours dans tout mouvement social, d'autant plus lorsqu'il est issu non pas d'une organisation mais d'un travail social très large dans une situation oppressive et répressive comme c'est le cas en Pologne. Donc, il y avait dans Solidarnosc au même titre que dans le mouvement social polonais des tendances contradictoires qui se sont manifestées plus ou moins selon les périodes.

Par rapport au soutien à Solidarnosc qui s'est manifesté de la part des libertaires, il faut tout d'abord spécifier qu'il en a été autrement en Espagne où des secteurs entiers de l'anarcho-syndicalisme ont été hostiles à priori à ce mouvement polonais.

Aujourd'hui on assiste au dénouement quelque peu tragique de ces tendances contradictoires, à savoir qu'en Pologne, depuis quelques mois, l'Eglise lâche de plus en plus le mouvement social. Il s'ensuit toute une déception. Cette déception est compréhensible car il y a eu illusion au départ pour la plupart des militants polonais quant à la capacité d'aide de l'Eglise.

Il faut rappeler, d'autant plus qu'il y a eu des magouillages des médias occidentaux sur ce sujet, que les militants polonais et même les Polonais en général n'entendaient pas du tout faire jouer à l'Eglise un rôle politique (aussi bien au niveau des revendications immédiates qu'au niveau des projets plus lointains). Ils comptaient sur l'Eglise comme appui, comme contre-institution à même de les aider. Il est évident que ceci n'était pas sans conséquence au niveau idéologique...

Actuellement, l'Eglise lâche le mouvement, le mouvement étant avant tout la direction clandestine de Solidarnosc — la TTK — mais aussi d'autres secteurs plus offensifs comme « Solidarnosc combattante ». Il y a déception en Pologne et c'est là la confirmation du bien-fondé du scepticisme de certains au départ du mouvement. Cela dit, avec un mouvement on n'a pas tellement le choix ! La réalité n'est pas structurée selon les convictions de certains. La plupart des laïcs n'ont d'ailleurs pas trop critiqué l'influence de l'Eglise, pour des raisons tactiques, mais surtout parce qu'ils ne pensaient pas que l'Eglise allait jouer un rôle politique proprement dit dans Solidarnosc. Là je suis d'accord avec eux mais par contre, ils n'ont pas pensé ou osé dire que l'Eglise pouvait jouer carrément un rôle négatif en lâchant le mouvement ouvrier. Il est évident que, lorqu'il s'agit de jouer le tout pour le tout, l'Eglise préfère abandonner le mouvement pour préserver sa place déjà importante en Pologne.

Heureusement, il y a actuellement des critiques de plus en plus vives à l'égard de l'Eglise.

Q : Il y avait dans Solidarnosc, de la base aux leaders, une tendance radicale et une tendance modérée. On pourrait croire que ce clivage naissait de divergences idéologiques alors qu'il y a toujours eu dans ces 2 tendances des courants de « droite » et de « gauche ». En fait, ne s'agissait-il pas de problèmes tactiques ?

Nicolas : Oui. Le clivage radical-modéré a tourné autour de l'histoire de l'acquis. Fallait-il préserver coûte que coûte des syndicats libres dans un contexte qui visiblement ne favorisait pas leur activité ou bien fallait-il remettre en question de façon plus nette le pouvoir central et son organisation en se proposant comme force sociale (sans être une force politique au sens traditionnel du terme), novatrice, imposant un rapport de forces à l'Etat ? C'était le contexte de la Pologne en 80-81.

C'est assez compliqué, car tous ceux qui dans Solidarnosc ont accepté le compromis d'août 80 (les accords de Gdansk) ont implicitement accepté la défense d'un acquis, d'un syndicat libre comme institution légale. Même, ceux qui se sont manifestés par la suite de façon radicale à l'intérieur de Solidarnosc, ils

avaient implicitement accepté une tactique modérée quelques mois auparavant.

En août 80, il y a eu très peu d'opposition. L'opposition est venue principalement d'ouvriers qui, lors des négociations de Gdansk, tenaient à tout prix à ce que le rôle dirigeant du parti ne soit plus accepté. A la ratification des accords commence la tactique modérée, avec des aspects radicaux chez certains... ce fut une défaite ! Il n'y a pas eu vraiment victoire des militaires mais il y a eu défaite pour les syndicats dissous, pour les travailleurs.

La situation actuelle en Pologne est dramatique. D'une part les Polonais sont démunis de tout instrument de défense, d'autre part il y a un flicage fantastique et une répression très subtile. Mais, il y a parfois des réponses des ouvriers, car, par exemple, si quelqu'un est mouchard, il est tout de suite détruit au niveau de sa boîte. D'ailleurs, lorsqu'on apprend qu'un ouvrier est mouchard, c'est le Parti lui-même qui organise son transfert dans une autre usine.

Il y a aussi depuis le coup d'Etat du 13 décembre un problème énorme concernant l'action ouvrière. Comment agir comme ouvrier ? La grève insurrectionnelle où on sait qu'il y aura des morts et une répression fantastique ? Ce n'est pas évident et personne n'ose donc appeler à une telle explosion sociale. Pour ce qui est de l'activité syndicale, c'est très délicat car on peut toujours avoir une activité politique illégale mais une activité illégale dans les boîtes ? Mener des grèves, pour la classe ouvrière est une chose pratiquement impossible. Les « politiques » ont toujours le dessus même avec des activités précaires, merdiques, marginales car ils arrivent à survivre sans base sociale.

Au Chili, par exemple, sous Pinochet, les grèves étaient encore il n'y a pas si longtemps organisées non pas par la classe politique de gauche ou d'extrême-gauche en exil ou clandestine mais à partir de problèmes sociaux, de la répression... sur le terrain social. Aujourd'hui, l'ancienne classe politique de gauche (PC, PS) revient et joue de plus en plus un rôle important car elle est organisée alors que les forces sociales ne le sont forcément pas.

Une des brèches actuelles dans le système polonais est la question de l'autogestion. Le mouvement avait fait voter, c'était un compromis, un certain nombre de lois sur l'autogestion. Exiger leurs applications devient un axe d'intervention de la clandestinité. C'est toujours ça comme lutte mais ce n'est pas un objectif très alléchant. Sinon c'est la lutte contre la répression, l'organisation d'actions symboliques (fleurs aux croix des martyrs...). Peu de perspectives ! C'est le résultat de la tactique modérée.

Cela dit c'est une solution de facilité d'opposer systématiquement radicaux à modérés et d'expliquer toujours la défaite par la modération. Il y a une tendance en France et ailleurs à tout expliquer par l'opposition systématique entre radicalisme et modération. Cette argumentation peut se retourner contre l'ensemble du mouvement. Il y a par exemple certains militants notamment italiens qui expliquent leur non-soutien depuis toujours à Solidarnosc par le fait que les radicaux ont été marginalisés. Eux, ils s'identifient aux radicaux (voir question suivante !). Tu peux leur demander pourquoi ils n'ont pas soutenu en leur temps les radicaux et même maintenant car il en reste... ils te répondront que ce n'était pas la peine vu que les modérés ont toujours été majoritaires... c'est un cercle vicieux et un danger de cette thèse.

Q : Il est peut être important de temps en temps de démystifier le radicalisme car parmi les durs en Pologne, il y a tout de même des ultra-nationalistes très réactionnaires ?

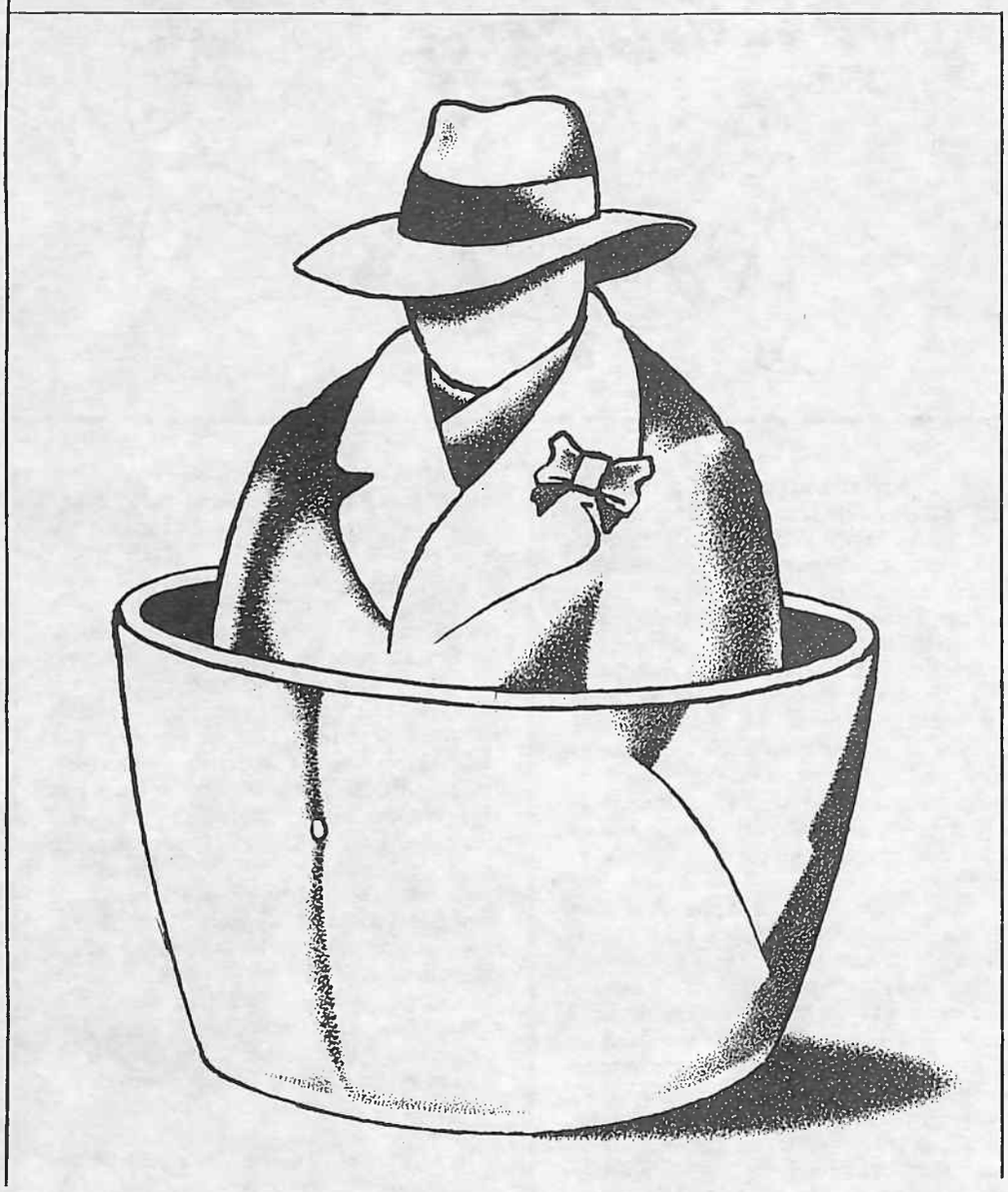
Nicolas : Etymologiquement, radicalisme vient de racine. Les racines sont les éléments clés de toute idéologie nationaliste... il y a donc du radicalisme nationaliste de droite... ça existe en Pologne !

L'un des leaders de Solidarnosc à Bydgoszcz, un radical très anti-soviétique, un gars qui s'est fait taper dessus par les flics et pour lequel il y a eu une énorme mobilisation, avait des positions notamment contre l'autogestion pour le moins surprenantes. On pouvait relever parmi ses déclarations : « Qu'est ce que cela veut dire l'autogestion ? ...alors que les travailleurs sont contents de reproduire leur force de travail ».

Le clivage gauche-droite parmi les radicaux s'est manifesté d'ailleurs par rapport à l'autogestion.

Cette tendance de droite en Pologne existe mais n'a eu que peu d'impact au sein de Solidarnosc quoiqu'elle constitue encore aujourd'hui un pôle politique. Par exemple, le groupe Indépendance qui publie une revue assez connue n'y va pas par quatre chemins : « Il faut en finir ! Il faut créer un Etat clandestin ! ».

A propos d'Etat clandestion, il y a un problème à soulever. Toute la tactique de la direction clandestine de Solidarnosc — la TTK — est fondée sur la société clandestine qui implique décentralisation, un maximum d'initiatives laissées aux militants organisés, donc plus d'autonomie d'action. Or souvent les tactiques radicales de gauche ou de droite dans la clandestinité rappellent d'une façon ou d'une autre celle des Polonais pendant la seconde guerre mondiale qui était celle de l'Etat clandestin, moyen pour s'opposer à l'envahisseur. Dans ce cas, il se pose tout le temps un problème de légitimité, un peu à la façon des fronts de libération nationale qui lorsqu'ils libèrent un territoire commencent toujours par y faire la loi. Mais il s'agit en Pologne du mouvement ouvrier et ce type de territoire libéré, qui a fait pas mal rêver la jeunesse des années 60, n'a pas beaucoup de sens.



Q : Et la jeunesse ? Comment se manifeste-t-elle ?

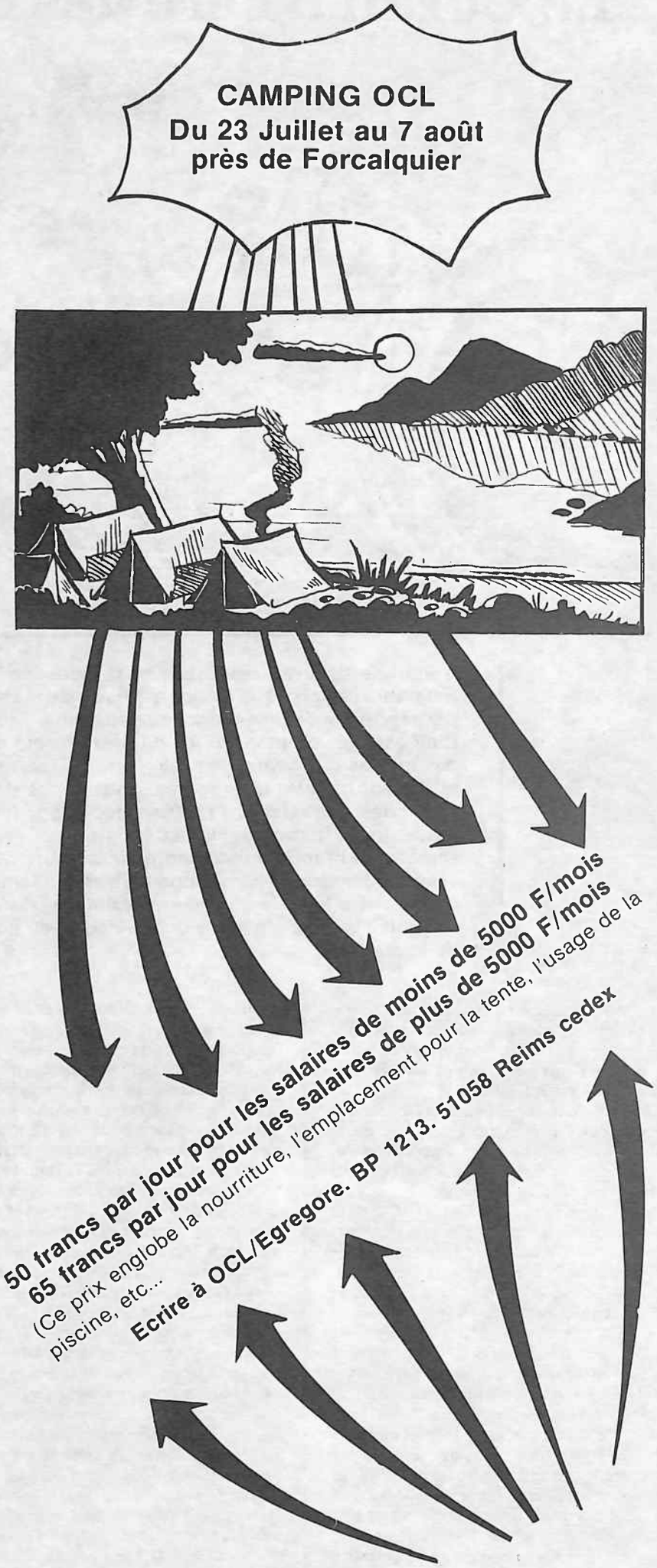
Nicolas : La jeunesse ouvrière du nord de la Pologne a continué après le coup d'Etat à avoir des comportements insurrectionnels. Des jeunes ouvriers jouent un rôle très important au niveau de la clandestinité. Les actions les plus spectaculaires sont l'œuvre de ces jeunes. Les réseaux clandestins qui se constituent sont le fait de jeunes qui souvent auparavant n'avaient même pas été à Solidarnosc. En 80-81, ils manifestaient une certaine désaffection envers le syndicat, organisation d'adultes et d'ouvriers au sens traditionnel du terme. La remise en question, par certaines franges de la jeunesse en Occident, de la sacralisation du travail, existe aussi en Pologne ! La figure positive, offensive de l'ouvrier en soi n'est pas forcément présente au sein de la jeunesse ouvrière !

A un autre niveau, il y a aussi à Gdansk, une organisation qui s'appelle « Jeune Pologne », pas très importante mais qui a déjà un appareil... c'est la droite nationaliste, pure et dure, très anti-socialiste. Ils ne sont pas représentatifs de la jeunesse ouvrière du Nord mais ils sont forts à l'université de Gdansk. Il faut dire que cette université est jeune et n'a pas les mêmes traditions que celle de Varsovie. Cette organisation est aussi un aspect de la jeunesse en Pologne.

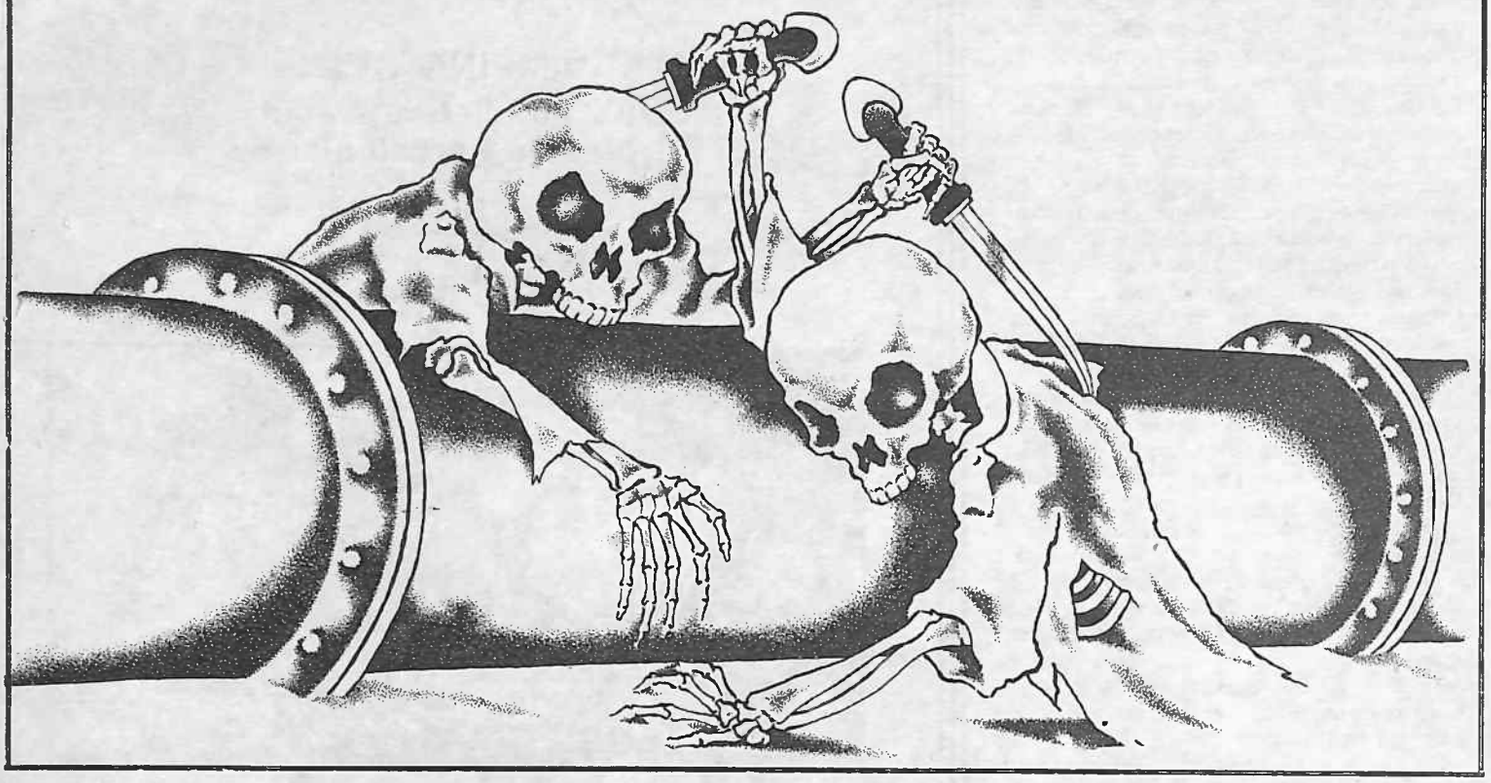
Q : Le pacifisme en Pologne s'est-il manifesté ?

Nicolas : En Pologne, il y a beaucoup moins de tradition pacifiste qu'en Tchécoslovaquie par exemple pour la simple raison que les Polonais ont dû lutter et se sacrifier pour conserver leur identité nationale. De plus, le pacifisme n'a pas beaucoup d'intérêt car il y a une dynamique ouvrière qui se suffit à elle-même... le mouvement pacifiste est fort et intéresse les jeunes là où le mouvement ouvrier est quasiment inexistant (RFA, Pays-Bas...). Mais cela dit, la presse de la clandestinité a pris certaines positions sur le pacifisme occidental. Elle dit grosso-modo : « on n'est pas contre votre combat... mais il y a l'impérialisme russe que vous ne dénoncez pas ». Par ailleurs, le groupe libertaire de Varsovie a fait un communiqué intéressant car il critique cette prise de position de la clandestinité qui ne parle pas de l'impérialisme « américain ». Mais en même temps, il fait une critique plus radicale à l'égard du pacifisme occidental en proclamant : « nous n'avons pas à avoir de rapport avec le pacifisme occidental dans la mesure où il favorise l'impérialisme russe et ne participe en rien à la lutte contre le militarisme qui se manifeste en Pologne ». Pour ce groupe, on ne peut pas être pacifiste sans être antimilitariste dans son propre pays.

Mais le mouvement pacifiste le plus intéressant dans les pays de l'Est est celui de R.D.A. dans la mesure où il est d'emblée anti-militariste (son point de départ a tout de même été la question des jouets de guerre à l'école). De plus, ce mouvement en RDA a des rapports avec celui de RFA où se manifeste un problème d'identité et où les impérialismes des deux blocs sont présents.



Le Coran à l'ére des hydrocarbures



Pour le mouvement libertaire la question de la réligion s'est presque toujours posée dans les pays latins par rapport à l'église catholique romaine. Dans cet article, je voudrait essayer de montrer les différences qui peuvent exister entre des modes d'organisation religieux qui, du fait de leur tradition et de leur histoire divergentes, entretiennent vis à vis des problèmes politiques des relations radicalement opposées. La révolution iranienne et la montée de l'intégrisme religieux dans l'ensemble du monde musulman pose aujourd'hui des questions essentielles pour 800 millions d'êtres humains et une assimilation hative entre le phénomène « musulman » et nos propres comportements vis-à-vis de notre église risque de nous faire passer à côté de la réalité.

Issus du même tronc commun monothéiste, le christianisme et particulièrement le catholicisme d'une part et l'Islam de l'autre présentent des aspects fondamentalement différents.

L'église chrétienne, puis l'église catholique est née à l'intérieur de l'empire romain, d'abord comme une petite secte orientale, qui s'est installée peu à peu dans les structures de cet empire, et qui de ce fait a du pendant trois cents ans vivre à côté d'un système politique qu'elle considérait comme différent de sa propre structure, de son organisation. Si bien que très tôt, le christianisme a distingué l'ordre politique de l'ordre religieux. Quand l'empire romain devient chrétien, le christianisme de religion persécutée devient persécuteur à son tour au titre de religion officielle. Avec la fin du système politique romain dans la partie occidentale de l'empire, nos pays latins, l'église romaine, les évêques, la papauté vont conserver pour leur propre structure les anciennes structures administratives de la romanité, mais même dans les périodes les plus favorables à une théocratie pontificale, la distinction entre pouvoir temporel politique et pouvoir spirituel, religieux, continue de se maintenir, y compris quand le dit pouvoir temporel est exercé par les religieux eux-mêmes. En même temps qu'est maintenue cette distinction, l'église catholique s'organise progressivement en une hiérarchie fonctionnant sur un mode étatique. Si bien que très tôt, quand les Etats modernes vont commencer à se construire dans un monde encore profondément christianisé, ils entretiendront avec l'église et avec la papauté un rapport plus ou moins conflictuel, mais l'un et l'autre garderont toujours une autonomie relative. Le processus de laïcisation de la société qui commence très tôt dès la Renaissance pourra déboucher sur une séparation effective de l'église et de l'Etat qui quand elle se fera, malgré le bruit qu'elle fit, était depuis longtemps inscrites dans les mœurs et les mentalités.

Tout autre est le chemin parcouru par l'Islam. La religion musulmane qui émerge au 7ème siècle dans la péninsule arabique à partir de fonds plus ou moins paien, juif et chrétien va apparaître d'emblée comme un système cohérent à la fois religieux et immédiatement politique. La notion fondamentale d'Umma (communauté des croyants) est à la fois une notion religieuse et politique. L'Islam ne commence pas par se développer comme une idéologie, une secte à l'intérieur d'un monde ou d'une société politiquement organisée dans lequel il devra vivre longtemps avant d'être reconnu. Bien au contraire, et dès la vie même de Mahomet il s'inscrit comme une aventure militaire. Le développement et l'extension de l'Islam sous les premiers califes, les successeurs immédiats du prophète, c'est d'emblée une extension militaire. Le problème du pouvoir politique va se poser alors en des termes qui nous sont tout à fait étrangers. La direction de l'Islam va être dès le début une direction indissolublement religieuse et politique, sans que ces deux catégories soient distingables. Les premiers califes sont à la fois des chefs religieux, politiques et militaires. Dès l'origine l'islam se présente comme un mode d'organisation sociale complet. A noter que du fait de cette identité entre l'organisation étatique et l'organisation religieuse, le monde musulman ne donnera pas naissance à une structure religieuse autonome aussi solide et cohérente que l'église catholique. Dans le monde ca-

tholique, l'église a longtemps avec son clergé ordonné, son armature administrative, ses encycliques pontificales, ses conciles, exercé une véritable direction des croyants. L'interprétation des dogmes, des textes religieux relevait d'un personnel appointé et qualifié, d'une « bureaucratie des âmes » centralisée et efficace. Dans le monde musulman, la place traditionnellement accordée aux hommes de religion y a toujours été moindre. Le coran a toujours servi de référence ultime, même s'il était interprété en fonction des besoins de l'heure. De même, l'Islam n'a pas développé un système de rites et de sacrements comme l'église l'a fait dans sa zone d'influence. Le monde musulman n'a jamais eu « d'église » au sens que nous donnons à ce terme mais du fait d'une imprégnation réciproque du religieux, du politique, du juridique, etc, il a connu un mode tout différent de l'aliénation religieuse.

La révolution iranienne actuelle présente par rapport à ces traditions une rupture complète. Issue de la branche Chiite, la plus contestataire, la plus trublionne de l'Islam, elle vient rompre avec toute une histoire. Les Chiites qui se réclament du propre gendre de Mohamed et de la lignée des douze Imams qui ont exercé la direction spirituelle de leur mouvement ont été traditionnellement exclus du pouvoir politique et les Imams eux mêmes avaient maintenus le caractère exclusivement « spirituel » de leur fonction. Dans leur croyance, le douzième Imam, « occulté », disparu, devra revenir un jour pour installer le royaume d'Allah, un peu comme dans le christianisme, le messie reviendra aux derniers jours. Or ce qui se passe actuellement, c'est l'installation d'un clergé aux postes de commandement du pays. C'est donc là avec ce retour du religieux sur le devant de la scène, qui fait penser à quelque chose de très archaïque, un phénomène en fait nouveau. Il s'agit sans doute bien moins d'un retour à des traditions anciennes qu'à l'émergence d'un nouveau mouvement qui traverse le monde musulman.

Le chiisme est une branche minoritaire de l'Islam, mais dans les pays musulmans les gens accordent peu d'importance aux distinctions sunnite-chiite et ce qu'ils voient dans Kohmeiny c'est un musulman, d'autant plus que des régimes haïs comme celui du Maroc ne cessent de leur répéter que ce n'est pas le vrai Islam. Les ennemis de mes ennemis sont mes amis... L'intégrisme musulman actuel se réclame du coran, du retour aux sources, etc. Il n'y a absolument rien dans le coran qui permette de dire comment organiser politiquement, économiquement, etc... une société moderne et complexe. La tradition musulmane vient fonctionner comme un point d'appui, un point d'ancrage imaginaire qui permet à des masses déboussolées de récupérer une certaine identité. Toutes les espérances qui avaient été mises dans l'occidentalisation, le marxisme-léninisme ou le nationalisme arabe se sont écroulés les unes après les autres. Les sociétés traditionnelles de ces pays ont été très rapidement décomposées par l'occidentalisation, l'extraversion des économies, etc. A travers l'Islam, c'est aussi une tentative de mise en cause à travers la recherche d'une identité, de mise en cause des mœurs imposées. Il n'y a aucune illusion à se faire sur le contenu politique et économique de l'intégrisme. Aucun de ces mouvements ne propose une alternative quelconque. Il est même possible que les dictatures qui s'installent au nom du coran puissent produire un temps un totalitarisme effectif avec une prise, une adhésion complète des esprits, un totalitarisme tel qu'il n'existe même plus dans les pays bolchévisés. Et ces régimes pourront fort bien fonctionner comme des alliés sûrs du capitalisme. Derrière l'espérance messianique développée dans l'idéologie et la promesse du paradis, c'est une certitude de malheur qui vient. La révolution iranienne n'a pas modifié ni le mode de la propriété terrienne, ni les formes du pouvoir sur les travailleurs et sur le peuple. Elle a balayé l'aspect occidental de l'exploitation et de la domination, mais elle n'a pas touché à celles-ci.

Tout ceci peut-être pour nous l'occasion d'un enseignement. Quand nous soutenons les mouvements de libération nationale, les luttes des gens pour l'affirmation de leur identité, à travers une langue, une culture et ainsi de suite, peut-être devons nous conserver à l'esprit que de tels mouvements, en eux-mêmes, ne comportent pas d'orientation idéologique. Ils permettent de reconstituer une communauté, une collectivité capable de se mobiliser et de se battre, mais il leur faut élaborer un projet actuel, qu'ils ne peuvent pas trouver exclusivement dans ce fond culturel. Car la libération devient bien pire quand c'est avec le dicours du prolétariat que l'on massacre les prolétaires, avec les traditions musulmanes que l'on enferme les musulmans, ou « qu'on frappe le peuple avec les bâtons du peuple ».

Cl. Reims

— MUSULMANS OU INTÉGRISTES ? —

Cette note joue un rôle purement additif à l'article du présent numéro intitulé *Le Coran à l'ère des hydrocarbures. Courant Alternatif* pourrait certes consacrer un dossier historique et politique à l'Islam, aux différenciations politiques et sociales dans les divers schémas étatiques du Proche-Orient et des pays du Maghreb, sur un approfondissement des notions de base à l'œuvre dans l'Islam et le Coran, telles que la « purification » et la « dignité » qui sont l'essence du discours intégriste et naviguent dans les interprétations des divers courants historiques de l'Islam : Chiisme, Sunnisme, Malékisme marocain, ibadisme et kanéfisme en Algérie et en Tunisie. Il y faudrait des pages et des pages notamment en tenant compte des réalités spécifiques des équilibres politiques et religieux des différents pays.

Simplement il est bon de revenir sur la réalité « française » et sur la situation qui est faite depuis juin dernier et la loi Badinter, aux immigrés musulmans. La quasi totalité des gens qui nous entourent ne font habituellement aucune différence entre les courants religieux de l'Islam, pas plus entre la pratique musulmane à la mosquée et l'exacerbation militante de l'intégrisme, fût-il lié à l'Iran ou à la Lybie. Le nivelage du racisme « ordinaire » met tout le monde dans le même panier et permet de confondre aisément les aspirations (même contradictoires) des jeunes Beurs avec l'imprégnation traditionnaliste de leurs parents. Tout ce qui porte peau brune et cheveux frisés est rapidement assimilé aux « salamalecs » de la prière et du Coran. La même ignorance entretenue par l'idéologie dominante aurait le même résultat d'ailleurs, s'il était question de ce sujet, à propos des différences entre les divers courants issus du christianisme. Le racisme en moins.

Cette situation où la haine s'allie à l'ignorance, et s'en nourrit, est clairement exploitée par l'Etat français depuis bientôt un an, à l'heure du « réalisme » et des restructurations. le rejet de l'immigré renforcé par le sentiment **d'étrangeté** culturelle et religieuse, sert d'appui aux opérations de « reconduite à la frontière » et d'expulsions diverses, même dans les squatts on l'a vu, sur la simple base du délit de sale gueule. L'incapacité moyenne des « Français » à distinguer entre le musulman de nationalité française, le musulman sans papiers, en **fonction de rapports d'exploitation** et de situation économique et politique précise, établit un consensus (tacite par définition) sur lequel le durcissement de l'appareil répressif peut s'établir sans crainte. Mauroy et le *Provençal* de Deferre, avec *Le Méridional*, ont su, par là-dessus, jeter l'huile sainte sur le feu, l'huile de l'amalgame avec les Khomeynistes et les Chiites pourtant ultra-minoritaires dans la communauté musulmane en France (même pas 10% de la communauté maghrébine, par exemple, pourtant forte, évaluée à quelques 130 000 personnes dans les Bouches-du-Rhône). Cette propagande incitative à la haine raciale prend racine dans les restructurations, les primes de retour au pays, les licenciements dans la sidérurgie et l'automobile, avec pour pendant répressif exact et logique les aboiements de la CSL à Talbot le 5 janvier.

En janvier, plus fort encore, après les deux attentats de la St Sylvestre à la gare St Charles de Marseille et dans le TGV, c'est une véritable entreprise de **nettoyage** qui est entreprise dans cette « tête de pont de l'islam ». Deux descentes de police ont eu lieu à Marseille les 18 et 19 janvier dont une dans un « lieu de culte » : l'Association culturelle d'orientation et d'éducation islamique. Au même titre et avec le même déploiement de forces que dans les foyers SONACOTRA ou les squatts. A la suite de ces descentes, plusieurs expulsions d'Iraniens notamment se sont produites entretenant là encore l'amalgame facile entre les seides fanatiques de Khomeyny et de son « ange noir » l'Ayatollah Montazeri et le travailleur immigré « qui va à la mosquée comme Dupont va bouffer son hostie chaque dimanche ». Naturellement ce n'est pas si simple ! Même chez les musulmans non fondamentalistes, la religion a un rôle de cohésion collective du groupe déraciné, de maintien de l'identité culturelle, de véhicule d'un système de valeurs sociales permettant **sa propre reconnaissance** dans un monde autre ou la personnalité se dilue. Certe, sur cette base, l'intégrisme **pourrait** faire son lit chez certains, à condition d'appréhender les contradictions économiques subies par les immigrés, tant il est, pour l'heure, probant que le chiisme et ses versions exacerbées s'appuient, au Liban et dans le Maghreb par exemple, sur les musulmans rabaissés au stade de la **survie** par le régime en place.

Reste qu'on en est pas là et que pour l'instant, la confusion entre musulmans et fanatiques intégristes reste, dans un silence artistique, habilement entretenue à l'heure des licenciements en masse, dans le but d'appuyer les tentatives de l'Etat et du capitalisme pour sortir de leur constipation de crise sur le consensus de l'ignorance et de la haine : le racisme ambiant, toujours d'actualité. La marche des beurs n'était sans doute pas de taille à tout dénoncer, en tout cas pas la marche forcée, elle, des restructurations et du cynisme de l'économie. Bouc émissaires jamais morts !

* *

Qu'elle était belle cette soirée !

La venue, le 7 mai, de Le Pen à Reims restera dans les annales.

Cette ville de province n'avait pas connu « d'affrontements de rue » depuis 1971 !

Lorsque Le Pen tient meeting dans une ville de province, des mécanismes bien huilés se mettent en marche. Les partis, syndicats et associations de gauche organisent rapidement une belle promenade unitaire. C'est un des rares instants dans la conjoncture actuelle, avec les manifs sur le thème de la laïcité, où le « peuple de gauche » arrive encore à communier massivement dans la rue.

A Reims, Le Pen avait choisi de dresser chapiteau le 7 mai, en plein week-end prolongé. Nos démocrates locaux appréhendaient de voir leurs adeptes préférer la campagne au bitume ! Et pourtant, l'Unité était large, même la LCR, petit groupuscule sur Reims, avait l'autorisation d'accoler son étiquette aux côtés de sigles aussi prestigieux que la CGT, le PCF, etc. Même les associations d'immigrés étaient conviées à cette grande messe, apport non négligeable pour éviter que se constitue un service d'ordre musclé excluant manu-militari toute marginalité de cette gauche bien pensante. Il faut dire que les temps ont bien changé, la CGT-PCF n'en a plus les moyens, comme au moment de la mort de Pierre Maître, ouvrier des Verreries mécaniques champenoises, descendu par la CFT-CSL en 1977 !... Et puis, il y a eu les élections municipales de mars 83 avec la victoire de la droite... Le cœur, à gauche, n'y est plus !

En accord avec le texte publié dans C.A. n° 35 (Le Pen, la bête immonde qui monte, qui monte), le groupe anarchiste-communiste de Reims avait décidé de « traiter » la venue de Le Pen sur le mode humoristique tout en posant un problème de fond : Qui, aujourd'hui, de Le Pen ou de l'Etat géré par la gauche, avons-nous le plus à craindre ? Il n'était donc pas question pour nous de manifester avec cette gauche, ni même de s'exprimer en son sein, étant donné que nous avons sur Reims d'autres moyens d'expression (3 émissions radiophoniques par semaine)..., nous étions donc sur les trottoirs...

Parallèlement, le groupe marxiste-léniniste U.J.A.F.A.I (pro-albanais...), quelques étudiants, quelques immigrés et un petit groupe « Habib Grimzi » (du nom de l'immigré massacré par des légionnaires dans un train), à peu près sur les mêmes bases pour condamner aussi le racisme institutionnel du gouvernement et des partis de gauche, menaient campagne pour tenter d'aller plus loin que les éternelles pleurnicheries démocratiques.

L'espoir de voir un réel débordement de la gauche sur un de ses derniers terrains de mobilisation était tout de même faible malgré l'information diffusée sur certains quartiers par le groupe « Habib Grimzi ».

Le jour J, il y avait du monde à la manif

traîne savate... 2000 personnes, peut-être plus... On y reconnaissait la panoplie habituelle des militants de gauche (dont une bonne partie d'enseignants, de travailleurs sociaux et très très peu de syndiqués de base venus des usines...). En regardant d'un peu plus près, on redécouvrait la plupart des ex-militants d'extrême-gauche ayant animé le « gauchisme » dans la ville dans les années 70. Pour cette assez longue tête de manif, un seul slogan : « Le Pen fasciste... Falala complice ! » (Falala étant le nouveau maire RPR de Reims). *L'épouvantail Le Pen sert bien à réconcilier démocrates et "révolutionnaires" en voie de décomposition avancée...* Des gens qui vont encore aller voter en 86 pour ce qui s'appelle encore la gauche... afin de faire barrage à Chirac ! *Une logique politicarde qui nous échappe.*

Mais, au fur et à mesure que la promenade s'étirait dans le temps et dans l'espace, des jeunes immigrés en majorité, que le bitume rémois ne connaissait pas en de pareilles cérémonies, étaient descendus de leur quartier pour gueuler leur haine contre le racisme. La gauche, étonnée de drainer autant de monde, devait frissonner à l'écoute du slogan « Le Pen assassin... Mitterrant complice ! »

Comme prévu, elle annonçait une heure avant le début du meeting de Le Pen l'éternelle « dislocation dans le calme et la dignité ».

Ce fut alors un moment tel qu'on aimerait en vivre plus souvent... Plus d'un tiers de la manif laissa sur place la gauche ranger ses banderoles... avec pour seul objectif : empêcher la tenue du meeting de Le Pen. Cette masse multi-raciale, complètement inorganisée, venait de déborder tous les appareils politiques *sans rien leur demander...* Même la LCR fut contrainte par intérêt à coller au cul de cette spontanéité.

En quelques minutes, sans qu'aucune structure en soit responsable, nous passions de l'antifascisme habituel à une manifestation antiraciste. A 200 m du chapiteau de Le Pen, dans un grand affolement, la police urbaine nous attendait. Après quelques minutes d'hésitation, les manifestants, en ordre serré, sans aucun préparatif, balayaient ce cordon de l'ordre établi malgré quelques coups de matraque, mais une compagnie de CRS rétablissait l'ordre au profit de l'Etat bien entendu ! Un face à face ponctué d'affrontements sporadiques débuta alors... Cet harcèlement durera 2 h 1/2... Du jamais vécu à Reims !

Environ 200 jeunes, une majorité d'immigrés, s'exprimaient contre le racisme. Au grand dam de certains français antifascistes qui avaient suivi le mouvement, ils ne faisaient plus de différence entre un flic et un membre du Front national !

Cette expression fut complètement désordonnée, spontanée, inorganisée... La presse locale parla de « soirée de violence à Reims », alors que les affrontements furent réduits à un « jeu » de pierres contre grenades lacrymogènes. 11 jeunes furent arrêtés, plus ou moins tabassés, puis libérés le lendemain sans inculpation... il fallait tasser « l'affaire »...

La nuit fut longue pour les « responsables politiques » et certains agents municipaux réquisitionnés pour enlever toutes traces d'affrontements quelques heures avant les cérémonies du 8 mai !

Le 9 mai, beaucoup de beau monde cherchait des responsables. Ce n'était pas possible ! En apparté, la gauche ne comprenait pas que des jeunes immigrés s'en prennent aux forces de l'ordre... Et puis, l'éternelle question : « Qui a manipulé ces jeunes ? ». L'*Union*, seul quotidien marnais n'hésitait pas à désigner des meneurs venus de « groupes de la région parisienne »... sans preuves, et pour cause ! Il faut dire que pour beaucoup de journalistes de province, tout ce qui est basané ne peut venir que de la région parisienne !

Nos journaleux, de gauche de surcroît, n'ont pas hésité à titrer : « A qui profite le crime ? »... « il profite à M. Le Pen, puisqu'il n'a même plus besoin de montrer qu'il est plus respectueux de l'ordre républicain que ses adversaires ». Pauvres démocrates !

La municipalité, aidée par les R.G., a essayé aussi de trouver des responsables à « l'inexplicable ». Pour eux, ce sera une certaine MJC... sans preuves... avec en plus de grossières erreurs dans les rapports de police.

Nous ne le répèterons jamais assez. *Ce qui s'est passé à Reims ce soir-là appartient à ceux qui vivent quotidiennement le racisme.*

Qu'elle était belle, cette soirée rémoise du 7 mai ! *Elle fixe peut-être, dans l'avenir, des barrières bien précises à toute forme de racisme.*

ATTENTION ! A PARTIR DU PROCHAIN NUMÉRO, CELUI DE JUILLET 84, LE PRIX DE L'ABONNEMENT VA AUGMENTER, SUIVANT EN CELA LA HAUSSE DU PRIX AU NUMÉRO DÉJA EFFECTIVE.

PROFITEZ-EN POUR VOUS RÉABONNER OU VOUS ABONNER A L'ANCIEN TARIF : 100 F / AN !

A l'heure où il devient de bon ton de parler de la "montée de l'intégrisme musulman" - même C.A. s'y met - il convient d'être prudent dans l'analyse d'un phénomène qui nous est très étranger. Deux dangers : le premier, la généralisation : puisqu'il y a montée de l'intégrisme musulman, la montée serait le fait de tous les pays islamisants ; le second, le manque de rigueur dans la définition du mot "intégrisme". L'intégrisme n'est pas la pratique ou la présence d'une religion ; il s'agit bien de fanatisme et de sectarisme. En ce sens, l'Algérie me parait une situation particulière dans le monde musulman ; situation intéressante à étudier, tout en restant prudent quant à l'analyse très fragile puisque sujette à remise en question permanente (l'Algérie n'est pas à l'abri d'une flambée d'intégrisme).

Islam et socialisme étatique, Un difficile équilibre : l'Algérie.

En Algérie l'intégrisme est présent dans nombre de conversations, dans nombre d'articles d'*El Moudjahid* (le quotidien du pays, porte parole du parti et du gouvernement). Il est vécu — majoritairement — comme un danger à éviter, une calamité à détourner. Et pourtant, à l'observateur européen arrivant pour la première fois dans ce pays, l'Islam parait tellement présent qu'il peut se croire en plein intégrisme. C'est que la révolution algérienne s'est appuyée sur l'Islam pour solidariser les résistants et qu'elle continue à l'utiliser pour unifier le pays derrière le chef de l'Etat (Boumedienne était le champion de cette tactique, Chadli, avec plus de modération dûe au «relachement» des mœurs a bien suivi son exemple, au mieux des intérêts du parti).

Une religion déjà ancrée dans les habitudes et les mœurs est le meilleur ciment qu'un gouvernement totalitaire, centralisé, puisse rêver. L'Islam, depuis des siècles, à toutes ses structures en place d'un bout à l'autre du pays; ce qui est un avantage énorme qu'aucun régime politique ne peut espérer mettre en place dans un pays aussi immense que l'algérie et aux différences si importantes d'une population à l'autre.

Le socialisme, déclarant dès l'indépendance l'Islam religion d'état, a totalement récupéré à son avantage ces structures religieuses :

— Les imams (prêtres de l'Islam) sont payés par l'état et restent ainsi sous son contrôle

— l'état participe à la construction des mosquées.

— les sermons du vendredi (jour saint chez les musulmans) sont établis, pour tout le pays, par le ministère des affaires religieuses à alger. Du temps de Boumedienne, le texte, mot à mot, en était rédigé, maintenant, depuis Chadli, le thème seul en est défini.

— les «chefs religieux» d'ancestrales familles (surtout dans le Sud), dont l'autorité est reconnue par les populations, ont été récupérés par les structures du parti (les Français l'avaient déjà fait, nommant à des postes relais de l'administration locale ces autorités religieuses; on trouve actuellement élus des A.P.C. (Assemblées Populaires Communales : conseils municipaux) des hommes de ces grandes familles dont le pouvoir et l'autorité sur les populations s'appuient depuis des générations sur un ancêtre «saint» (marabout).

Ces hommes sont totalement inféodés au parti (dont ils reprennent le discours) qui leur garantit des revenus sans travailler (par le biais de responsabilités sociales et politiques) et assurent en retour auprès des populations

locales l'autorité du parti.
Il faut, par exemple, fréquenter l'un de ces élus pour comprendre le mécanisme et l'intelligence du pouvoir d'Alger qui a su asseoir ainsi son autorité jusqu'au fin fond du pays. Ce même élu, membre d'une grande famille ayant plusieurs saints dans ses ancêtres est membre de l'A.P.C., président de l'U.N.J.A. (Union Nationale des Jeunes Algériens) qui encadre toute la jeunesse, ne travaille pas, jouit d'un respect de la part de la population qu'aucun wali (préfet) envoyé par Alger n'aura jamais et préside aux fêtes religieuses locales. Il est le relais parfait pour Alger.
Alger a bien compris tout l'intérêt qu'il a à utiliser la religion, tout d'abord pour qu'elle ne lui échappe pas et ne soit pas un outil de l'opposition (comme en Pologne ou en Afghanistan), ensuite parce qu'elle est le meilleur moyen d'unifier le pays. Il faut lire *El Moudjahid* pendant le Ramadan: c'est l'exaltation permanente des valeurs religieuses; tout le pays est solidaire dans la difficulté (!). C'est le meilleur moment pour comprendre les lien meilleur moment pour comprendre les liens étroits entre le pouvoir politique et la religion. Aucun élu, aucune personnalité sociale ou politique n'enfreindra publiquement la loi du Ramadan, quitte à manger et boire en cachette chez soi. Même ceux qui ne faisaient pas Ramadan du temps de l'occupation française le font maintenant.
Et c'est là que l'observateur étranger et trop rapide parlera d'intégrisme alors qu'il n'en est rien. Par exemple, dans le même temps où *El Moudjahid* galvanise la population pour faire ensemble, derrière le chef de l'état, le Ramadan, il critique sévèrement des intégristes musulmans morts de soif en Tunisie.
La situation de la femme est aussi un bon exemple de ce difficile équilibre entre religion et intérêt de l'état. En période de construction du pays, le gouvernement avait besoin de femmes au travail (dans la santé, l'enseignement); le parti a besoins de femmes relais pour expliquer sa politique aux autres femmes. C'est ainsi que s'est créée l'U.N.F.A. (Union Nationale des Femmes Algériennes) où l'on rencontre des militants socialistes qui s'appuyent sur le Coran pour étayer les thèses de libération (relative) des femmes. Par exemple, nulle part, le Coran n'interdit la contraception (il interdit l'avortement) et ces militantes l'expliquent quotidiennement à des mères de famille nombreuses. Ce qui est tout à fait dans l'intérêt du gouvernement puisque la démographie est trop importante et coûte trop cher à l'état.

Face à ce difficile équilibre dont sont bien convaincus les membres du parti, les responsables à tous les échelons du pays, il existe la menace réelle de l'intégrisme. Il se manifeste régulièrement (on en trouve le récit dans la presse française) et est lié au mouvement dans le reste du monde musulman.
Plusieurs manifestations extrêmement violentes de l'intégrisme ont eu lieu dans tout le pays agressant aussi bien ce qui lui parait contraire à l'Islam que le gouvernement lui même. On a vu apparaître dans les rues, depuis quelques années, des sœurs et des frères musulmans (reconnaissables à leur habillement). Des cassettes de discours intégristes circulent dans les lycées, importées par les professeurs d'arabe des autres pays auxquels l'Algérie a dû faire appel dans le cadre de l'arabisation (la généralisation de l'enseignement en langue arabe). face à ce danger essentiellement politique, l'état a très vite réagi par trois moyens:
— la répression
— la récupération
— des mesures préventives.
La répression a été la première riposte. les meneurs se sont retrouvés en prison (même des imams y sont allés et y sont encore). L'armée a été envoyée contre les manifestants intégristes. On ne sait pas tout de ces répressions parfois très violentes ni du nombre exact d'emprisonnés. En 81, je suis arrivée à El Oued, petite oasis paisible au sud de Constantine. Quelques jours auparavant, une manifestation de plusieurs centaines de lycéens totalement fanatisés, avaient mis le feu au bordel de la ville, jeté les prostituées dedans, tué le placier du marché et attaqué le commissariat. L'armée était arrivée et avait expédié sur le champ 500 lycéens dans un ancien camp de concentration des français, en plein désert, reconverti en prison. J'ai eu beau chercher l'information dans *El Moudjahid*, à la télé, personne n'en a parlé. C'est le secret total sur ces affaires; seules les plus importantes sont connues.

La récupération: certains meneurs intégristes, après un petit purgatoire en taule, se sont vus promus à des postes de responsabilité administrative et politique, restant ainsi inféodés au parti par le biais d'avantages et de privilèges extrêmement enviés. Chadli a même pris dans son gouvernement un intégriste notoire se donnant ainsi l'image du libéralisme et désamorçant l'impact de cet homme (il a d'ailleurs fait de même avec le mouvement berbériste).

Des mesures préventives. Un exemple, Boumedienne, à une époque où l'intégrisme n'était pas encore une menace mais où il y avait nécessité à utiliser la religion pour asseoir son pouvoir, avait entrepris la construction d'un immense institut coranique à Alger. Il se rendit vite compte qu'allaient se retrouver là, par centaines, des étudiants théologiens, qui, de discussions religieuses, pourraient bien en arriver à s'organiser contre le gouvernement. Il a donc rapidement transformé l'institut coranique en fac de sciences et Chadli a maintenu ce choix.

Cet article est très bref et ne saurait faire le tour de la question; il se veut uniquement une information face à une tendance française à généraliser la montée de l'intégrisme dans le monde. L'Algérie n'est pas intégriste, quelques mouvements fanatiques la secouent de temps en temps; par contre, elle est très religieuse et les manifestations de la religion sont omniprésentes pour l'observateur européen: les gens font la prière, le muezzin rythme la vie du pays, les références à l'Islam sont permanentes dans les médias, il est bien rare que toute discussion (dans quelque milieu que ce soit) n'aborde à un moment ou à un autre les questions religieuses; l'interprétation du Coran donne lieu à des échanges passionnés entre les Algériens qui y consacrent beaucoup de temps.
Un ami, journaliste à *El Moudjahid*, à qui je demandais pourquoi cette omniprésence de l'islam dans un pays en pleine construction socialiste, me répondit:
«dans le temps (du temps de l'occupation française, puis des débuts de l'indépendance), les gens ne pensaient qu'à survivre; ils crevaient de faim, n'avaient rien; la religion les soutenait mais n'était pas leur principale préoccupation; ils n'avaient pas le temps de se consacrer aux rites religieux: ablutions, prières... Maintenant, tout le monde a ce qu'il lui faut au niveau de sa survie. Les gens ne travaillent que huit heures par jour; il leur reste beaucoup de temps pour les loisirs; nous ne sommes pas encore assez riches pour que les loisirs soient développés, alors les gens ont le temps de penser à la religion, de la pratiquer, de discuter pendant des heures sur telle ou telle interprétation d'un verset du Coran. Par ailleurs, il ne faut pas oublier que les enfants, à l'école, étudient le Coran. Ils en sont imprégnés et l'enseignent à leurs parents qui n'ont pas toujours eu le temps ni le loisir d'étudier la question».

L.T.

ABONNEZ VOUS
OCL/EGREGORE. B.P. 1213.
Reims Cédex

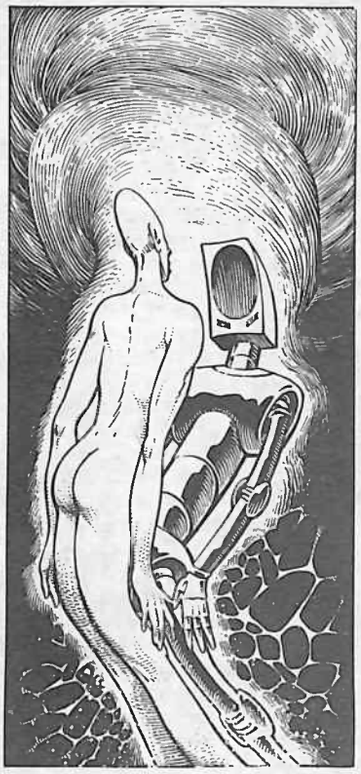
Squatts associatifs : un premier bilan...
(Et une réponse à nos détracteurs)

Le texte des squatters d'Aubervilliers paru dans le numéro d'Avril de Courant Alternatif soulève plusieurs points auxquels nous voudrions répondre. En effet, les occupants-rénovateurs ont toujours voulu susciter des réactions et des critiques dans le cadre d'un débat nécessaire sur les squatts.

Or, d'après les squatters d'Aubervilliers, leur texte ne constitue pas « une tentative de débat ». Ça, c'est le moins que l'on puisse dire! Plusieurs d'entre eux nous ont fréquenté sans avoir le courage politique de nous dire en face ce qu'ils pensaient. Ils ont préféré attendre que l'on soit morts et enterrés pour s'exprimer et ce, malgré le fait qu'on leur avait proposé, en octobre dernier d'écrire ce qu'ils voulaient dans notre journal *Ainsi squattent-ils.* ***Et pas plus qu'à ce moment-là, ils n'exposent dans l'article ce que fut leur expérience de squatt.***

A ces méthodes douteuses, s'ajoutent, dans leur article, un ton de « donneur de leçons » ***et euh... disons une légère tendance à la calomnie. Pour toutes ces raisons, nous renonçons, nous aussi, à tout débat avec les squatters d'Aubervilliers en question. Nous regrettons simplement que C.A. ait accordé une telle importance (4 pages) à ce qui est apparu à beaucoup d'ex-squatters du 19ème, comme une série d'insultes gratuites, de mensonges, d'imbécilités, dont on a du mal à comprendre l'utilité, à part celle de se faire plaisir en écrivant un texte « radical », parce qu'on est « radical », et qu'il faut bien défendre son « identité ».***

Le texte qui suit n'est pas une réponse directe à celui d'Aubervilliers, dans la mesure où nous n'avons pas de temps à perdre à récuser point par points les « arguments » avancés. Et, outre le fait qu'il nous faudrait pour cela envahir littéralement C.A., nous doutons fortement de l'intérêt que cela pourait représenter pour les lecteurs. En revanche, nous espérons contribuer par ce court article, à un dialogue avec tous ceux qui, comme nous, l'estiment important.



Tout d'abord, il nous parait important de rappeler que les occupants-rénovateurs se sont formés avec des gens d'origines diverses et des motivations multiples, plus souvent complémentaires que contradictoires d'ailleurs.

Il n'y avait même pas au départ la volonté d'apparaitre forcément comme un groupe constitué, soudé autour d'un discours unique et d'objectifs définis. Ce qui a, en fait, contribué à cette évolution, ce sont tout d'abord les attaques dont les squatts du 19eme ont fait l'objet de la part du pouvoir et donc, de notre volonté d'y opposer une réponse collective et unie. En même temps, et au delà de la défense immédiate des maisons, cette apparition publique reposait largement sur la volonté de sortir l'image du squatt parisien du ghetto de la marginalité.

Pour ce faire, a été utilisé un discours de consensus le plus large possible, d'apparence inoffensive et qui offrait peu de prise à la criminalisation et à la légitimation, par le pouvoir, de son action répressive (1).

Il s'agissait bien là, comme l'écrivent les gens d'Aubervilliers, d'« idéologie », c'est à dire une mystification, un mensonge sur nous même et un mensonge délibéré. Cette pratique a bien évidemment nourrit pas mal de malentendus dans le petit milieu politisé parisien; ce double discours prêtant le flanc à toutes les ambiguités et donc à toutes les critiques. Mais les idéologues ne sont-ils pas en dernier ressort, ceux qui prennent l'idéologie au pied de la lettre?

L'Etat des choses

Un tel type de projet impliquait nécessairement une certaine démarcation vis-à-vis d'autres squatts parisiens ne s'inscrivant pas du tout dans ce genre de problématique. Non que nous contestions qu'il existât une autre réalité de squatts à Paris, mais parce que justement, l'extrême diversité de ces réalités n'était pas réductible, et ne l'est toujours pas, dans un mot d'ordre univoque et de toute manière inefficace.

Nous n'avons jamais eu la vocation de créer un syndicat de squatters, c'est-à-dire d'organiser et de représenter les gens malgré eux, voire sans eux. Ainsi, dans le cas des squatts « rastas » de la rue de Flandres, il n'existait, contrairement à ce que disent les gens d'Aubervilliers, ni volonté de se défendre, ni aucune ébauche d'organisation, y compris sur la question interne du squatt. Une tentative de prise de contact après une opération policière a tourné court, les squatters rencontrés ne paraissant pas comprendre le sens de notre démarche. Devant cette totale indifférence et incompréhension, nos rapports ne pouvaient aller au-delà. (2).

Nous n'avions pas non plus entrepris de travail commun avec les squatts autonomes, même si nous connaissions mieux cette réalité, certains occupants-rénovateurs étant eux-même issus de la mouvance autonome. En effet, ce qui restait de ce type de squatts nous semblait englué dans des problèmes inextriquables de vie quotidienne, de ghettisation, de marginalisation, avec un discours irréel sur l'affrontement permanent qui, faute de vérification pratique, finissait par tourner à vide, comme illustration dérisoire de la misère ambiante.

Si contrairement à ce que certains disaient, nous n'étions pas, par principe, opposés à la violence comme moyen de défense, force est de reconnaitre que les squatters autonomes la pratiquaient peu, du moins sans grande efficacité, si ce n'est entre eux, dans leurs rapports quotidiens.

Les tentatives intéressantes du squatt des Cascades (concerts, vidéos, films, expos etc.) qui auraient pu jeter les bases d'un travail commun souhaitable, ont d'ailleurs tourné court faute d'avoir pu dépasser ce genre de problèmes (affrontement interne, auto-destruction).

D'ailleurs, ce genre de rapports violents a fini par nous atteindre : une partie de cette mouvance n'hésitant pas à descendre sur

un squatt associatif dans le but de tout détruire, ce qui se solda par un affrontement sanglant. Si, contrairement à ce que disent les auteurs de l'article, qui ne peuvent l'ignorer, il s'agissait d'un squatt avec lequel nous n'avions plus aucun rapport et où aucun OR n'était présent, il n'en reste pas moins que ces pratiques, qui faisaient suite à pas mal de provocations, notamment dans notre café, sont dans tous les cas inacceptables.

Etat - Partis - Masses

C'est justement parce que ce type de problèmes, et d'impasses auxquels ils aboutissent, étaient ce que nous voulions éviter, que nous avons porté un discours peu antagonique, que nous avons utilisé la presse et les médias institutionnels, non dans le but de convertir les larges masses, mais afin de renvoyer aux institutions et au personnel de l'Etat, une image grossie et démultipliée de notre réalité et de nous faire reconnaître comme une pratique sociale avec laquelle il fallait composer.
C'est dans ce sens que nous avons utilisé l'étiquette d'« alternatifs » et le soutien de groupes semi-institutionnels tels les écolos, le PSU, puis après les expulsions et pour la réoccupation de la rue des Dûnes, la CGL (confédération générale du logement).
Dans tous les cas, ces soutiens se sont exprimés sur nos propres bases et nous n'avons jamais été à la traîne de quelque groupe ou groupuscule que ce soit, même si certains d'entre eux n'existaient que grâce à nous.
Bien sûr, nous ne nous sommes jamais senti une vocation d'animateurs de quartier. Le type d'ouverture que nous avons pratiqué sur l'extérieur, qui au demeurant était assez diversifié (fêtes publiques, ateliers, théâtre, prêts de locaux...) découlait logiquement de notre image associative et contribuait à la rendre crédible. Accessoirement, cela pouvait faire plaisir à certains d'entre nous de réaliser certaines choses et d'avoir les moyens de le faire.

Nous n'avons jamais eu non plus comme objectif, de faire un travail militant vis-à-vis des « jeunes du quartier », entité au demeurant fort abstraite et s'il nous est arrivé de prêter des locaux à des jeunes du quartier, nous ne leur avons jamais demandé leur origine de classe et sommes donc assez mal renseignés sur la proportion de jeunes prolétaires nous ayant fréquenté. Certes, les habitants du quartier ne se sont pas mobilisés pour défendre les squatts. Mais, à quoi s'attendre d'autres quand les gens ne s'organisent pas **d'abord** sur leurs propres problèmes.

Contradictions et contradicteurs

Effectivement, les squatts du 19ème n'ont pas duré en moyenne plus longtemps que d'autres expériences de squatt à Paris. Et comme ces autres expériences, nous n'avons pas réussi à développer un réel mouvement, à agréger des gens nouveaux, c'est-à-dire à construire un rapport de force effectif et durable. Non pas que nous n'ayons pas rencontré un grand nombre de gens manifestant leur volonté de squatter, mais parce que la plupart d'entre eux attendaient une prise en charge complète que nous ne voulions, ni ne pouvions assumer. Sans doute aussi le peu de goût manifesté par beaucoup pour une vie et

une action collective a-t-il constitué un frein important. Ce qui démontre au moins une chose, c'est qu'il ne suffit pas d'une crise du logement et de gens prêts à squatter pour faire un véritable mouvement de squatt.
Nous avons certainement rencontré là les mêmes limites que d'autres expériences de squatt précédentes à Paris et ceci, il est vrai, dans une période de reflux, de démobilisation peu favorable.
En voulant sortir le squatt du ghetto, l'enjeu de beaucoup d'entre nous était de créer un espace de résistance, un réseau relativement formel, ancré dans les lieux, avec des moyens, dans lequel des initiatives et des mobilisations auraient pû se réaliser ; sans doute un nouveau ghetto, mais plus large et surtout plus fort, c'est-à-dire plus difficilement attaquable.
Nous n'avons donc pas eu l'occasion de dépasser cette contradiction-là.
Pas plus que d'autres, nous ne pouvons aujourd'hui expliquer pourquoi un mouvement de squatt important ne s'est pas développé à Paris, malgré des conditions objectives apparemment favorables. C'est sans doute cette question qui aurait dû faire l'objet d'un débat, lequel débat ne peut se réduire à une question de dégré de radicalité et à la critique (même de mauvaise foi) des erreurs successives des expériences achevées ;
Au cours de ces deux années de pratiques de squatt dans le 19ème, une brêche a été ouverte dans le consensus politique qui entoure la question du logement.
Et si nous n'avons pas réussi à développer un mouvement de squatt, il n'est pas exclut que la revendication du droit au logement par l'occupation ressurgisse bientôt, portée cette fois, par d'autres sujets sociaux dans une problématique complèment différente, avec un cadre de légitimation institutionnel plus large et un soutien effectif plus important. La campagne que démarre, certes discrètement, la CGL à Paris actuellement autour de l'« opération logements vides » et les débats qui parcourent d'autres instances para-syndicales montrent de toute évidence que ce que nous avons fait, à une poignée, n'est pas resté sans suite ni sans écho.

Maigre consolation diront certains. Et ils n'auront pas entièrement tort, car il ne s'agira plus là de notre quotidien, de « notre » lutte. Mais nous n'avons pas à nous consoler et la pratique du squatt n'appartient à personne en particulier.
En tous cas, bien des éléments manquent encore pour élaborer des hypothèses sérieuses sur l'avenir, même à court terme, des luttes sur le territoire à Paris.
Alors, pour l'heure, comme dirait l'autre, attendons et voyons...

5 ex-occupants du 19ème
(empêcheurs de radicaliser en rond)

NOTES

(1) C'est précisément parce que l'on avait **anticipé** sur les expulsions, que fut utilisé ce type de démarche. Ainsi, on ne peut nullement affirmer que nous avons nourri de quelconques illusions sur le pouvoir socialiste.
Nous restons persuadés que ce discours de consensus masquait une **pratique de rupture** et très vite d'ailleurs les responsables de l'Etat en furent également convaincus, allant jusqu'à déclarer en privé (notamment à des journalistes) que nous étions les squatters les plus dangereux car en possession d'une stratégie légalement imparable et d'une politique de démarginalisation du squatt pouvant donner des idées à pas mal de gens.

(2) Lors d'une manif anti-rastas dans le 19ème (anti-drogue et anti-squatters) nous avons été les seuls à affirmer une opposition ouverte ; certains d'entre nous ayant failli se faire lyncher par des commerçants. Et là, ni les rastas, ni les autres squatters de Paris, ni d'ailleurs les « anti-racistes », n'avaient crû bon de se déplacer. Avant de parler d'« unité des squatters », voyons déjà si des **convergences** sont possibles ; apparemment, ce n'est même pas le cas...

Le 20 Juin à 14h, aura lieu le procès des 3 inculpés de la rue des Dûnes, devant la 14ème chambre correctionnelle du Tribunal de Paris. Nous invitons tous ceux qui se sentent solidaires, à venir le plus massivement possible à l'audience.

INFORMATIONS SUR LES INDIENS D'AMÉRIQUE

Règne de Terreur au pénitencier fédéral de Marion (Illinois / USA)

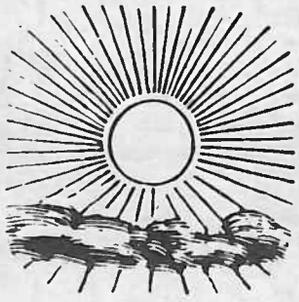
Marion est la prison fédérale de plus haute sécurité des USA. Le BOP (Bureau des prisons) dépeint constamment les prisonniers comme les plus brutaux et adeptes de la violence. En fait, ceux qui sont envoyés dans cette prison sont les prisonniers politiques les plus importants et des hommes qui se sont levés pour le respect de leurs droits. Les prisonniers et les groupes de défense des droits des prisonniers disent que la menace d'être envoyé à Marion est utilisée dans tout le système pénitenciaire comme moyen de contrôle des détenus.

« Maintenant, je demande au " Bureau des Prisons " : pourquoi un contingent de 50 gardes des plus sadiques du système carcéral fédéral a-t-il été envoyé à Marion pour terroriser et brutaliser la population entière ? Pourquoi ces gorilles sont-ils armés de gourdins, autorisés à silloner la prison et à frapper arbitrairement les prisonniers apparemment au gré de leur fantaisie ? Pourquoi tous les effets personnels ont-ils été confisqué, bien que la plupart du temps ils aient été volés ou, tout au moins ont disparu ? Pourquoi la population entière est-elle tenue au secret en violation de la Convention de Genève et de la Loi internationale ? Pourquoi toutes nos cellules ont-elles été dépouillées des étagères, des tables, des chaises, des armoires, des coffres à pharmacie et des miroirs ? Pourquoi nous impose-t-on de voir nos êtres chers pendant une heure seulement et de communiquer avec eux par téléphone dans une cage séparée d'une glace, comme si nous étions à des kilomètres de distance ? Pourquoi les télévisions ont-elles été supprimées et les livres et magazines limités à 2 seulement ? Pourquoi sommes-nous continuellement harcelés de façons si nombreuses qu'elles sont difficiles à compter, comme l'interdiction de posséder une cuillère en plastique, d'être contraint de rendre les paquets de sucre vides, les emballages des sandwichs, les cartons de lait vides... après chaque repas sous menace d'être frappés ? Pourquoi nous refuse-t-on le droit aux services religieux, à la bibliothèque juridique, aux repas chauds dans la salle à manger de la prison ? Pourquoi ne nous permet-on pas de posséder plus de 12 photos de nos êtres chers ? Pourquoi seulement 12 lettres ? »

Ce texte est extrait d'une lettre de Leonard Peltier, leader de AIM (Américan Indian Movement), condamné à 2 fois la prison à vie. Il est l'une des victimes, parmi tant d'autres du règne de terreur et d'oppression qui s'installa après le siège de Wounded Knee en 1973. Leonard Peltier est actuellement détenu au pénitencier fédéral de Marion alors que les tribunaux américains continuent à étudier sa demande pour un nouveau procès « juste » et qu'une enquête est menée au Canada quant à la légalité de son extradition.

Leonard Peltier, Standing Deer et Rechaza poursuivaient le 24 avril une grève de la faim afin de protester contre les conditions de détention spécialement dures imposées depuis le 27 octobre 1983 aux prisonniers du pénitencier fédéral de Marion, Illinois. Leur jeûne est également une mesure de protestation contre l'interdiction faite aux détenus Natifs Américains (indigènes) d'exercer leur propre religion traditionnelle à l'intérieur des prisons américaines et canadiennes.
Depuis la fin octobre 1983, une attaque brutale et globale a été menée sur l'ensemble de la population pénitenciaire, à la suite du meurtre de deux gardiens de l'unité de contrôle de la prison (quartier de la prison au traitement spécial dit de « modification des convictions » des détenus...) Il apparaît que cette situation d'urgence est une conséquence directe de la politique menée par le bureau des prisons (BOP : administration pénitenciaire), dont Norman Carlson est directeur.
Réunir tous les prisonniers les plus dangereux dans une même institution afin d'y concentrer les problèmes et les éliminer.
Cette situation d'urgence réclame un soutien urgent de la part de la communauté internationale : des vies humaines sont en jeu.

Ecrire à : **The house Judiciary commitee. House office building annex, room A 407, Washington D.C. 20515, pour demander une enquête du congrès.**
Norman Carlson, Director, US fédéral bureau of prison, 320 first st. N.W. Washington D.C. 20534 (pour demander la fin des violations des droits de l'homme dans les prisons)



Vénézuela : Les Yanomami menacés par des concessions minières.

(sources : Survival international)

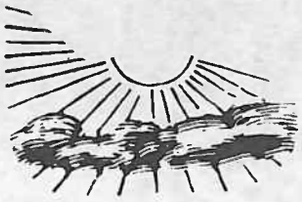
Les 12500 Indiens Yanomami du sud du Vénézuela n'ont toujours pas obtenu de reconnaissance légale de leur territoire. Cette absence de titre de propriété laisse cette région ouverte à tout projet d'extractions minières ou autres projets de « développement ». Ce danger est aujourd'hui devenu une réalité puisque deux concessions viennent d'être accordées à une compagnie minière privée sur une grande partie du territoire yanomami. Ces concessions donnent le droit à cette compagnie, Mava C.A., d'exploiter de la cassiterie alluviale durant un minimum de 20 ans renouvelables. En contre partie, celle-ci s'engage à verser la somme dérisoire de 650 FF par mois à l'hôpital régional de Puerto Ayacucho et la même somme au système scolaire de cette ville, ainsi qu'environ 6500 FF par an à l'école et au dispensaire tenus par les missionnaires Salésiens à l'embouchure de la rivière Macava. Les conditions stipulent que la Maca C.A. « contribuera à l'intégration des communautés indigènes dans son programme de développement ».

La région couverte par la première concession est située dans l'endroit le plus reculé à la fois du territoire vénézuelien et du territoire Yanomami. Cette région fut pénétrée pour la première fois en 1951 par une expédition franco-vénézuelienne et des cartes donnant des indications sur les recherches minières de cette zone n'ont été publiées qu'en 1980. Les indiens qui l'habitent ont totalement préservé leur mode de vie traditionnel et n'auront aucune possibilité de résister au choc des épidémies et au choc culturel brutal qui résultera inexorablement de la présence des chantiers miniers.
Les détails relatifs à la localisation et aux dimensions précises de la seconde concession sont encore tenus secrets, mais les dégats risquent d'être aussi considérables.

Des lettres de protestation peuvent être envoyées à **Dr Jaime Lusinchi, présidente de la republica, Miraflores Caracas, Vénézuela. Et à Ambassade du Vénézuela, 11 rue Copernic 75016 Paris,** afin d'exiger que :
— les deux concessions accordées à Mava C.A. soient annulées ;
— des dispositions soient prises pour que de nouvelles concessions ne soient plus octroyées en territoire Yanomami ;
— les droits territoriaux des Yanomami soient reconnus et protégés.

Brésil, le 20 avril 84 : Dans le parc Xingu, des indiens prennent des otages lors d'un conflit croissant pour la terre.

Exaspérés par le refus de la FUNAI (National Indian Foundation) de négocier la reconnaisance de leurs terres, les indiens Txukarramae du parc Xingu, au centre du Brésil, ont capturé 9 officiels de la FUNAI. Ils les détiennent en otages pour forcer la FUNAI à remplir ses devoirs envers les indiens. Le président de la FUNAI a refusé de négocier. Les observateurs craignent que le gouvernement ne pousse les indiens à des actes de violence pour justifier une intervention militaire.



LES TXUKARRAMAE

Les Indiens Txukarramae, chasseurs et cueilleurs du groupe Kayapo, habitent la région de la rivière Libertade au nord est du Xingu depuis des siècles. Connus comme un peuple guerrier qui utilise les gourdins (bordunas) plutôt que des arcs (Txukarramae signifie les hommes sans arcs dans le langage de leurs voisins Juruna) et connus pour les larges disques que les hommes portent de façon traditionnelle sur leurs lèvres inférieures, les Txukarramae ont été convaincus de rejoindre le parc Xingu en 1963. Leurs terres traditionnelles ont été occupées et attribuées aux colons brésiliens.

Une fois établis dans ce parc, les différents groupes ont souffert sévèrement des nombreux contacts avec les visiteurs du parc et leur nombre a été réduit par les épidémies de malaria et d'infections virales.

CONFLIT DE LA TERRE

En 1970, le projet du gouvernement de construire la route BR-080 directement à travers le parc Xingu provoqua de violentes controverses. en dehors du fait de provoquer l'arrivée de colons illégaux dans le parc, en dehors aussi des risques de nouvelles épidémies, cette route, comme cela a été démontré, n'est faite que dans le but de mettre en valeur les terres du super-intendant pour le développement de la région du centre ouest qui avait acquis des terres à l'ouest du parc. Cette route conduisit aussi au projet de pacification parmi le peuple Panara (Kreen-Akarore) et, par voie de conséquence, à leur quasi extermination par des épidémies introduites.

Malgré les critiques, la route fut construite et de nouvelles tentatives furent faites pour déménager les Txukarramae. La moitié de la population Txukarramae accepta de se déplacer à l'agence de Kretira avec leur leader Krumare. Les autres restèrent avec Raoni près du poste Jarina.Depuis que legouvernement a déplacé les frontières du parc, en donnant des terres moins fertiles au sud pour les Txukarramae en compensation, Raoni et les siens furent laissés en dehors des frontières du parc. Un nouveau décret est passé (décret 68909, article 2) qui déclare que les terres indiennes au nord de la route ne seront protégées que tant que les indiens y demeureront. Cela a déclanché de sérieux conflits entre les Txukarramae et les colons qui réalisèrent la possibilité d'obtenir un titre légal pour la terre si ils pouvaient expulser les indiens.

Cependant, ces derniers n'ont pas accepté passivement cette tentative de dépossession. Ils ripostèrent en tuant deux ouvriers de la ferme Agropeixim en 1976 et onze ouvriers de la ferme San Luis en 1980. Ces deux fermes ont été construites à l'intérieur des anciennes frontières du parc, terres aujourd'hui convoitées. Malgré les assurance que les occupants illégaux seraient expulsés, le FUNAI en fait n'a rien fait. Fin 1980, 22 fermiers avaient obtenu des titres de propriété dans la région.

OTAGES

Face au manque total de protection officielle et à l'empiètement constant de leurs terres, les Txukarramae ont décidé de poser le problème en confisquant le Ferry Boat qui traverse la rivière Xingu sur la BR 080. Depuis le 18 mars, tout trafic sur la rivère est impossible. Suite à cela, le président du FUNAI, Octavio Feirrera Lima, accepte de rencontrer les Txukarramae à l'agence Kretira le 24 mars. Mais, sans explication, il ne vint pas à la réunion. La semaine suivante, dans une atmosphère d'alerte et de tension croissante, les Txukarramae prirent en otage 6 employés du FUNAI, dont le directeur actuel du Paro, Claudio Romero.

Les indiens demandent la démission d'Octavio Ferreira Lima en tant que président du FUNAI et insistent pour que le nouveau président vienne négocier avec eux, ceci avant de relâcher leurs otages. Cependant le président du FUNAI refuse de négocier avec les indiens et délègue Sidney Ponsuelo, récemment partie prenante de la pacification des Arara près de Altamira, pour négocier avec les Txukarramae. En même temps, il a confié au ministre de l'intérieur la responsabilité de régler le conflit de la terre ; ce ministère est dirigé par le Général Danilo Cencurini, proche conseiller du président du Brésil.

Le 13 avril, le FUNAI envoya 3 officiels pour persuader les indiens d'abandonner leurs demandes. En réponse, les indiens prirent en plus les trois officiels en otages.

SOLIDARITÉ INDIENNE

En dehors des 150 Txukarramae actuellement en conflit, 350 Indiens d'autres groupes du parc Xingu ont mis leurs peintures de guerre pour montrer leur solidarité avec les Txukarramae. Des rapports datant de la fin de mars indiquent q'un nombre croissant de policiers fédéraux se rassemblent dans la région.

Au même moment dans la capitale, Brasilia, quelques 300 leaders indiens représentant des tribus aussi éloignées que de Oiapoque de Amapa au nord et de la région Xiu du rio grande do sul, au sud, ont rencontré le député du congrès, l'indien Mario Juruna, qui vient lui-même de la région de Xingu, pour soutenir la cause Txukarramae et exprimer leur opposition à la série de lois présentées devant le parlement qui compromet la situation des indiens du Brésil (cf.CA n° 35). Ces leaders ont proposé 3 personnes pour remplacer Feirrera Lima : l'avocat Dalmo Dallari, l'anthropologue Carlos Morcira Netto, et l'ex-superintendant du FUNAI Pedro Paulo Fatorelli.

Au moment où les indiens s'apprêtaient à présenter leurs demandes au Congrès National, le FUNAI répondit en refusant de rencontrer le député Mario Jurana et un autre député fédéral Nadir Rosseti, et de plus en faisant encercler leurs quartiers généraux par la police et les chiens.

MENACES DE VIOLENCE

Les observateurs remarquent l'intransigeance de la FUNAI dans toutes les négociations avec les Indiens et la manière brutale avec laquelle elle conduit cette affaire. Celle-ci risque de pousser les Txukarramae à la violence, ce qui fournirait aux autorités l'excuse dont elle ont besoin pour intervenir militairement. Des craintes ont été exprimées sur le fait que les Txukarramae risquent d'être massacrés. Nous vous demandons de toute urgence d'envoyer, selon vos moyens, des télégrammes :

« We urge a peaceful settlement to Txukarramae land claims without resorting to violence ». Ainsi que des aéogrammes au Ministre de l'Intérieur afin de demander une résolution pacifique du conflit et le respect du droit des terres pour les Txukarramae. Vous pouvez également téléphoner ou écrire à l'ambassade du Brésil : 34 Cours Albert 1er, 75008 Paris.

EN BREF

— Le CISIA tient à la disposition des enseignants d'anglais qui le désirent un excellent livre pour adolescents « red ribbons for Emma », de New Mexico People et Energy Collective, est un livre qui retrace la résistance d'une vieille femme Navajo face au projet industriel monstrueux de Four Corners. L'anglais de ce livre est facilement abordable par les élèves. Ce livre permet de travailler l'anglais et d'aborder une discussion intéressante. Son prix est de 65 F. franco de port.

— Nous vous signalons la tournée de conférences qu'organise Anne Sophie Tiberghien autour de « Mon cœur s'appelle Amazonie ». Cette animation se compose d'un montage très intéressant sur la situation des Indiens d'Amazonie et du Vénézuela. Il dépeint parfaitement les méfaits de la civilisation sur les peuples indigènes tout en montrant la vie quotidienne chez les Yanomani. Nous vous recommandons d'aller à cette conférence si, par hasard, elle se déroulait dans votre région.

Pour de plus amples informations sur les Indiens d'Amériques, vous pouvez écrire directement au :

C.I.S.I.A.
Comité d'Information et de Soutien aux Indiens d'Amérique
2 A, Bd des Professeurs Sourdille
44000 NANTES

L'endettement du Tiers-Monde : Le capitalisme dans l'impasse ?

Précisons-le tout de suite: cet article n'apportera pas de réponse à la question que pose son titre. Il sera de même nature que le dossier sur la crise économique mondiale publié dans** Courant Alternatif **n° 33 (toujours disponible pour les inconscients qui ne l'auraient pas encore lu). Nous renvoyons donc le lecteur à l'introduction de ce dossier: à l'heure de la faillite de toutes les théories économiques, de la débandade des "spécialistes", de la déroute des devins, de la débâcle des politiques et des banquiers, nous ne prétendrons pas expliquer ce que plus personne ne comprend, encore moins dégager une logique d'un système irrationnel qui s'empêtre chaque jour un peu plus dans ses contradictions internes. Il ne s'agira pas ici d'éclairer notre lanterne, mais plutôt de tenter, avec des alumettes mouillées, de faire jaillir, à l'endroit indéterminé d'un labyrinthe noyé dans une obscurité totalement opaque où nous nous trouvons, la faible et pâle lueur produite par la flamme vacillante d'une bougie humide et déjà en voie d'extinction. A cette fin, nous rappellerons d'abord quelques mécanismes essentiels du déclenchement et de la poursuite de la crise économique à laquelle doivent faire face les populations du Tiers-Monde, c'est-à-dire les trois quarts de l'humanité; nous nous intéresserons ensuite aux répercussions sociales et politiques de cette crise dans les pays qui en sont victimes, avant d'examiner les avantages (car ils existent) et les inconvénients pour les banques créancières et le F.M.I. Enfin, nous reprendrons la question que le social-traître et bandit de grand chemin Vladimir Illitch Oulianov vola en 1902 au populiste russe Tchernychevski: Que-Faire ?

Pour tenter de comprendre la crise que connaît aujourd'hui le Tiers-Monde, il nous faut remonter quelques décennies en arrière, au temps béni de l'avant-crise. Dans les années 1960 et 1970, la plupart des pays du Tiers-Monde voulurent «se développer», c'est-à-dire rejoindre les pays industrialisés. Formés le plus souvent en Europe ou aux Etats-Unis, les nouveaux dirigeants étaient revenus dans leur pays en considérant leur peuple comme «arriéré», et avec la volonté de «moderniser», bon gré mal gré, leur économie. Furent considérés comme «modernes», les seules activités quantifiables au moyen d'indices économiques reconnus par l'Occident. Ainsi, un petit paysan qui faisait vivre sa famille en cultivant son lopin de terre était un «arriéré» car, dans la mesure où sa production n'était pas commercialisée, elle ne pouvait être prise en compte dans le calcul du Produit national brut (PNB). De même, l'alimentation des bébés au sein, bien que beaucoup plus saine que l'utilisation de lait en poudre, fut considérée comme pratique de «sous-développés»: elle était en effet gratuite, alors que l'achat de lait en poudre constitue une transaction commerciale, d'un certain montant, dont les indices économiques peuvent rendre compte.

Le «développement» fut donc conçu comme l'imitation du mode de vie et de l'économie des pays industrialisés, et les nouvelles élites détruisirent ce que la colonisation avait laissé d'économie traditionnelle, pour faire place à de grandes entreprises et à des réalisations de prestige. Les multinationales furent incitées par les gouvernements «résolument modernes» (pour reprendre l'expression que le social-traître et bandit de grand chemin Serge July vola en 1981 au poête Rimbaud) à venir s'implanter dans le Tiers-Monde, nombreux avantages financiers à l'appui. Les frais d'installation de l'entreprise étaient très largement pris en charge par le pays d'accueil, des facilités financières lui étaient consenties, elle était enfin assurée de trouver une main-d'œuvre bon marché et docile. Les multinationales vinrent donc et installèrent des unités de production de biens de consommation, expédiés vers l'Occident, puisque le marché de la consommation du lieu de production était insuffisamment développé (lorsqu'il existait) pour pouvoir les absorber. Bénéfice pour le pays d'accueil: néant. L'exploitation des ressources naturelles du pays fut elle aussi confiée aux multinationales, qui disposaient d'une technique appropriée: l'exemple du gisement de fer de Carajas, en Amazonie, est le plus souvent cité, mais on pourrait en énumérer bien d'autres; il est peu de pays du Tiers-Monde qui n'aient leur Carajas ou leur Itaïpu. Pour financer ces projets délirants (la centrale hydroélectrique d'Itaïpu, au Brésil, coûtera ainsi, aux prix 1982, onze milliards de dollars), les pays dits «en voie de développement» durent emprunter des capitaux sur les marchés internationaux, accumulant ainsi les dettes.

Puis vint la crise. L'augmentation des prix du pétrole fut une charge supplémentaire pour les pays qui n'en possédaient pas. Les cours des matières premières chutèrent vertigineusement: les pays industrialisés les paient aujourd'hui, en dollars constants bien entendu, 25 % moins cher qu'il y a cinq ans. Par contre, les importations du Tiers-Monde, payées en dollars, lui reviennent de plus en plus cher au fur et à mesure de la hausse de cette monnaie. Or, du fait de la destruction par le colonialisme et le néo-colonialisme que fut (et qu'est toujours) le «développement», de l'économie vivrière, le Tiers-Monde doit aujourd'hui importer des quantités importantes de denrées alimentaires; la sécheresse qui, depuis cinq ans, s'est abattue sur la majeure partie de l'Afrique et sur le Nord de l'Amérique latine (en particulier le Nordeste brésilien) n'a pas arrangé les choses. Aujourd'hui, les grands projets de «modernisation» sont abandonnés, mais les dettes demeurent. Pour les rembourser, le seul recours du Tiers-Monde est le Fonds monétaire international, qui revient de plus en plus souvent à la «une» de la grande presse.

MANIFESTATION ANTI-F.M.I. AU BRÉSIL
95 milliards de dollars de dette !

Le fonctionnement du F.M.I.

Le Fonds monétaire international fut créé en juillet 1944, à la conférence de Bretton Woods, dans le New Hampshire, aux Etats-Unis. Cette conférence, qui réunissait 44 Etats ennemis de l'Axe Allemagne-Italie-Japon, avait pour but la mise en place d'un système financier international cohérent pour l'après-guerre, système qui assurerait la domination des Etats-Unis sur le reste du monde. Le premier but du F.M.I. était d'aider à la reconstruction des pays dévastés par la guerre au moyen de prêts conditionnels. Le premier prêt consenti par le Fonds fut ainsi un tirage de 25 millions de dollars au profit de la France. Mais l'adoption du plan Marshall, en 1948, par lequel les Etats-Unis acceptaient de donner des fonds (et non plus seulement de les prêter) pour permettre la reconstruction, fit entrer le F.M.I. dans un sommeil temporaire. A la fin des années 1970, si peu de pays lui empruntaient des fonds qu'il se trouvait en situation d'emprunteur net. Ainsi, en 1978, les remboursements de prêts encaissés par le Fonds furent quatre fois supérieurs aux nouveaux prêts accordés. En 1980, les remboursements de prêts et les nouveaux prêts accordés s'équilibraient. Les demandes massives de nouveaux prêts par un Tiers-Monde surendetté ne datent que de 1981: cette manifestation de la crise est donc relativement récente.

Le F.M.I. regroupe aujourd'hui la quasi-totalité des Etats qui se reconnaissent capitalistes, à l'exception notable de la Suisse qui, de par son organisation politique interne, ne pourrait y entrer que si un référendum en décidait ainsi. Par contre, les Etats léninistes ne sont pas membres du Fonds, à l'exception de la Yougoslavie, de la Roumanie et, depuis 1980, de la Chine.

Le F.M.I. est une sorte de caisse de réserves internationales. Chaque Etat membre verse régulièrement une certaine somme au Fonds, somme qui varie en fonction de l'importance de l'Etat considéré: c'est son quota, ou quote-part. Cette somme est aujourd'hui versée à 75 % en monnaie nationale et à 25 % en devises convertibles. Les quote-parts furent fixées de manière obscure au début du F.M.I.; leur répartition avantage cependant très nettement les Etats-Unis et les pays industrialisés, comme on le verra plus loin.

Lorsque le F.M.I. a besoin de ressources supplémentaires, il peut recourir à des emprunts bilatéraux avec un Etat ou un groupe d'Etats, les Accords généraux d'emprunt (A.G.E.) peuvent être considérés comme un cas particulier de cette possibilité: il s'agit d'emprunts auprès des pays du «groupe des dix» (Etats-Unis, France, R.F.A., Grande-Bretagne, Italie, Belgique, Pays-Bas, Suède, Canada, Japon).

Les «tirages» sur le F.M.I. d'un pays membre, c'est-à-dire les emprunts effectués par un Etat auprès du Fonds, se réalisent par tranches. Une tranche correspond à 25 % de la quote-part du pays au Fonds. Le tirage de la première tranche est accordé automatiquement; celui de la seconde «tranche de crédit» doit faire l'objet d'une autorisation préalable du F.M.I., autorisation accordée de manière assez libérale. Par contre, pour le tirage des tranches de crédit suivantes, le F.M.I. formule des exigences d'autant plus rigoureuses que la demande de l'Etat est forte par rapport à son quota.

Lorsqu'un Etat demande à bénéficier de l'un de ces prêts, une délégation d'experts du F.M.I se rend sur place pour étudier la situation économique du pays demandeur. Ces experts élaborent un certain nombre de «recommandations» destinées à «assainir» la situation financière du pays concerné. Ces «recommandations» sont formulées dans une «lettre d'intention», et le Fonds n'accepte de prêter la somme demandée que si ses conditions sont acceptées. Dans le cas des Pays du Tiers-

Monde, les «recommandations» sont presque toujours les mêmes: l'Etat doit faire des économies en bloquant les salaires des fonctionnaires, en réduisant les subventions qui permettent de maintenir les produits de base à des prix acceptables, en réduisant les importations (dans des pays où, nous l'avons vu, elles sont devenues vitales), en stoppant l'embauche de fonctionnaires, en dévaluant sa monnaie, etc. Des missions d'experts du F.M.I. se rendent ensuite dans le pays concerné à intervalles réguliers, pour surveiller l'application des directives de la «lettre d'intention». C'est donc une véritable mise sous tutelle dont il s'agit, et l'on comprend sans difficultés que les Etats ne demandent un prêt au F.M.I. que contraints et forcés par l'accumulation des dettes à payer, et surtout des «services», c'est-à-dire des intérêts de ces dettes.

Le F.M.I. est dirigé en théorie par un «Conseil des gouverneurs», dans lequel chaque Etat dispose d'un représentant (son ministre des Finances ou le Président de sa banque centrale). Mais ce conseil ne se réunit qu'une fois l'an, en alternance à Washington et dans une autre ville. En réalité, les décisions sont prises par le Comité intérimaire et le Conseil d'administration, ce dernier ne faisant qu'approuver les décisions du premier. Or, la composition de ces deux instances, véritables maîtres du F.M.I., est tout autre que celle du Conseil des Gouverneurs: les Etats-Unis, la France, le R.F.A., la Grande-Bretagne et le Japon y disposent chacun d'un représentant; par contre, les 141 autres Etats n'ont au total que 17 représentant au C.A. comme au C.I. De plus, l'importance du vote de chaque Etat est, dans toutes les instances du F.M.I., proportionnel à l'importance de sa quote-part. Or, les Etats-Unis fournissent à eux seuls 20 % des quote-parts, soit 40 % des ressources réelles du F.M.I., dans la mesure où le Fonds ne peut utiliser que les monnaies convertibles, et n'a que faire des quotas versés en nairas, en zaïres ou en kwachas. La soumission au F.M.I. signifie donc concrètement la soumission aux Etats-Unis. Mais le Tiers-Monde peut-il échapper à cette solution?

Le point de vue des Etats du Tiers-Monde

Trois possibilités s'ouvrent à un Etat criblé de dettes: les rembourser, refuser de les rembourser, ou en négocier le rééchelonnement.

La première solution est la plupart du temps inapplicable. Il faut savoir que le montant total de la dette du Tiers-Monde dépasse aujourd'hui les huit cent milliards de dollars, soit, pour donner un ordre de grandeur, près de quatre années d'exportation des Etats-Unis. Le seul Brésil, dont les exportations se montent à 20 milliards de dollars chaque année, est aujourd'hui endetté pour plus de cent milliards de dollars, et les cent quatre projets les plus importants qui sont en cours de réalisation (Carajas, Itaïpu, les métros de Rio et de Sao-Paulo, etc.) coûteront, aux prix 1982, 90 milliards de dollars. De même, l'Argentine, dont le PNB global est de 115 milliards de dollars, a une dette extérieure estimée à près de 44 milliards de dollars. On pourrait ainsi accumuler les exemples: même au prix de programmes d'austérité draconiens, le Tiers-Monde ne pourra jamais rembourser l'ensemble des dettes qu'il a contractées, d'autant plus que le service de celles-ci (c'est-à-dire les intérêts de ces prêts) augmente constamment. Lorsque les taux d'intérêts augmentent d'un point aux Etats-Unis, le service de la dette du Tiers-Monde augmente de quatre milliards de dollars par an. C'est pourquoi un gouvernement aussi peu révolutionnaire que celui du Brésil en est récemment venu à protester officiellement contre la politique financière des Etats-Unis, après une nouvelle augmentation des taux d'intérêt.

L'autre solution envisageable est le refus de rembourser les dettes contractées. C'est ce que proposait l'opposant marocain interviewé dans le n° 35 de *Courant Alternatif*. Mais cette solution méconnait la dépendance totale du Tiers-Monde vis-à-vis des pays industrialisés. La cessation de paiement entraînerait aussitôt, en représailles, la cessation des exportations des pays industrialisés vers l'Etat rebelle. Or, selon la F.A.O. (Organisation des Nations-Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture), 55 pays du Tiers-Monde n'ont pas les moyens de se nourrir par eux-même, y compris lorsque les récoltes sont bonnes. L'économie du Tiers-Monde, telle qu'elle existe aujourd'hui, a été constituée pour servir les pays industrialisés; de plus, les gouvernements en place sont dans l'immense majorité des cas de simples serviteurs des pays occidentaux (marionnettes manipulées par la France en Afrique, par les Etats-Unis en Amérique latine). Le refus total du paiement des dettes supposerait une révolution internationale, peu probable dans la situation actuelle.

Par contre, l'Argentine a déclaré un moratoire de six mois sur sa dette, ce qui lui a permis d'obtenir de nouveaux prêts sans passer immédiatement sous les fourches caudines du F.M.I. Les banques étasuniennes sont en effet vulnérables, du fait de la législation financière spécifique des Etats-Unis. Dans son bilan financier, une banque inscrit toujours à son actif les prêts qu'elle a effectué, considérant que, les fonds qu'elle a sorti de ses caisses n'étant que prêtés, il lui reviendront à la date prévue, augmentés des intérêts. En ce qui concerne les dettes du Tiers-Monde, et en particulier de l'Amérique latine, cette pratique est une véritable mystification, puisque chacun sait (officieusement) qu'elles ne seront jamais remboursées. Mais il s'agit de ne pas reconnaître officiellement cet état de fait. Or, aux Etats-Unis, une loi prévoit que, lorsque le paiement des intérêts d'un prêt souffre plus de 90 jours de retard, ce prêt ne peut plus être englobé dans l'actif du bilan financier; il doit faire l'objet d'une classification spécifique et son montant doit être rendu public. Or, les banques des Etats-Unis ont prêté à l'Argentine 25 milliards de dollars, dont la majeure partie ne sera jamais remboursée. Et, dès qu'il devient officiel qu'un prêt ne sera pas remboursé, la confiance dont jouit la banque diminue fortement, ce qui se traduit concrètement par une baisse de ses actions. Des prêts représentant des sommes particulièrement importantes arrivant à échéance le 31 mars 1984, et l'Argentine refusant de payer si elle n'obtenait pas de nouveaux prêts, l'administration des Etats-Unis, quelques heures avant l'échéance, mit au point une véritable solution-gag: au nom d'une pseudo «solidarité», le Mexique, le Vénézuela, la Colombie et le Brésil, Etats eux-mêmes endettés jusqu'au cou, versèrent à l'Argentine les sommes nécessaires pour rembourser les prêts arrivant à échéance le 31 mars. En réalité, les Etats-Unis se sont engagés à rembourser ces sommes aux quatre pays susnommés dès qu'un accord aura été conclu entre l'Argentine et le F.M.I. De plus, le

Mexique et le Brésil, qui avaient immédiatement cédé au F.M.I., ne voulaient pas perdre la face devant leur opinion publique si l'Argentine avait résisté. Cet exemple montre qu'un Etat peut tenir tête au Fonds ; même pour le gouvernement « démocratique » de Raoul Alfonsin, il ne s'agit pourtant pas de se déclarer en cessation de paiement définitive, mais seulement de négocier dans les meilleures conditions possibles le rééchelonnement de la dette extérieure. De plus, l'Argentine dispose d'un avantage qui lui permet d'exercer de telles pressions sur les banques, avantage que n'ont pas les autres pays du Tiers-Monde : elle est auto-suffisante en blé et en viande.

Mais la solution la plus souvent pratiquée est le rééchelonnement des échéances. Le remboursement des prêts est reporté de 2 à 3 ans et réparti sur plusieurs années. Ce rééchelonnement est parfois négocié directement avec les banques créancières, mais celles-ci subordonnent le plus souvent toute négociation à la conclusion préalable d'un accord avec le F.M.I. Cet accord, qui met en place une politique d'« ajustement » par les moyens évoqués plus haut (dévaluation, réduction drastique des dépenses de l'Etat, etc.), est difficile à mettre en pratique. Même des gouvernements aussi répressifs que ceux du Maroc ou de la Tunisie ont dû renoncer à augmenter les produits de base en janvier, après les émeutes populaires et spontanées, quoi qu'ait pu en dire la presse, qui ont éclaté dans ces pays. Quant aux gouvernements « démocratiques », il leur est pour le moins difficile de mettre en œuvre de telles politiques. C'est pourquoi le gouvenement argentin, contrairement aux militaires qui l'avaient précédé, a tenu tête au F.M.I. : s'il avait refusé l'affrontement avec les banques, il lui aurait vraisemblablement fallu affronter la révolte de la population, révolte d'autant plus forte que les mouvements nationalistes sont influents.

Ainsi, en République Dominicaine, le gouvernement social-démocrate n'a pas hésité à faire tirer sur les manifestants qui protestaient contre l'arrêt des subventions en produits alimentaires. En Bolivie, la situation est particulièrement intéressante, dans la mesure où c'est un gouvernement de gauche, dans lequel figurent des représentants du Parti Communiste, qui doit affronter des mouvements de protestation autonomes venus de la base, indépendants des bureaucraties syndicales (le président de la COB, principale centrale syndicale bolivienne, a démisionné pour protester contre « l'indiscipline » de ses troupes), dirigés contre les mesures prises prises récemment à l'instigation du F.M.I. (augmentation de 200 à 500 % des principaux produits de base, en particulier augmentation de 480 % du prix du pain, et dévaluation du peso bolivien, dévaluation d'ailleurs théorique, puisque, à l'heure où cet article est rédigé, les employés de banque boliviens refusent toujours d'appliquer cette mesure). Par contre, au Togo, la dictature en place est jusqu'alors parvenue à imposer les restrictions du F.M.I. sans provoquer de révoltes. Les situations, dans le domaine des répercussions sociales et politiques de l'endettement et du rééchelonnement des échéances, diffèrent donc notablement d'un pays à l'autre, et dépendent de facteurs multiples, tels que les traditions des luttes populaires, les affrontement ethniques, les influences religieuses (mouvements islamiques dans le Maghreb, « communautés de base » de l'église catholique dans les bidonvilles d'Amérique Latine ou des Philippines), l'importance des mouvements d'opposition politique (ce n'est pas un hasard si un mouvement de protestation important renaît au Chili alors que celui-ci doit faire face à ses créanciers), etc. Dans ce domaine, on ne peut dégager de loi générale, valable pour l'ensemble du Tiers-Monde. Le concept de « Tiers-Monde », inventé en 1952 par Alfred Sauvy, par analogie avec le Tiers-Etat, est d'ailleurs vide de sens, dans la mesure où il recouvre des situations historiques, géographiques, politiques, stratégiques, économiques... extrêmement diversifiées. Une étude par pays, ou au minimum une typologie par grands ensembles géopolitiques, qui dépasse très largement le cadre de cet article, serait ici nécessaire.

En fait, les problèmes économiques que rencontre l'Etat jouent en faveur de l'opposition à cet Etat : c'est à peu près (et encore...) le seul élément commun à l'ensemble du Tiers-Monde, mais ce type de constatation relève de la platitude plus que de l'analyse politique.

Pendant la crise, l'exploitation continue...

Depuis le début de la crise de l'endettement du Tiers-Monde, et spécialement depuis qu'en Août 1982 le Mexique a failli se déclarer en cessation de paiement, on entend régulièrement parler de menaces d'un krach financier mondial débouchant sur un effondrement du capitalisme tel qu'il existe actuellement. Il ne s'agit aucunement ici de tirer nos propres plans sur la comète : pas plus que d'autres, nous ne sommes en mesure de prévoir ce qui se passera demain. Toutefois, l'hypothèse évoquée ci-dessus a peu de chance de se réaliser.

Une affirmation couramment émise voudrait que les exigences du F.M.I. favorisent les dictatures et les coups d'Etat militaires. Il est vrai que les généraux argentins étaient plus dociles que le nouveau gouvernement, que le récent coup d'Etat militaire au Nigéria fut, dans une très large mesure, provoqué par la situation économique désastreuse dans laquelle se trouvait le pays, ou encore que les banques occidentales viennent de se montrer particulièrement généreuses à l'égard du Soudan en lui accordant seize ans pour payer ses dettes arrivant à échéance en 1984, alors que l'état d'urgence vient d'être mis en place dans ce pays pour lutter contre les troubles intérieurs. Un autre exemple, trop mal connu, vient renforcer cette thèse : c'est le F.M.I. qui est responsable, de par ses exigences, du récent durcissement en Yougoslavie. En plus de ses exigences classiques, le Fonds a en effet demandé à ce pays de centraliser toutes les opérations de prêt, afin de pouvoir mieux les contrôler... d'où un renforcement du pouvoir à Belgrade.

Mais les problèmes d'endettement que connait le Tiers-Monde favorisent les mouvements démocratiques lorsque les dettes ont été contractées par les dictatures, comme c'est le cas, entre autres, au Brésil, en Argentine, aux Philippines, au Chili...

Certes, personne ne voit encore d'issue à la crise actuelle. Pour l'instant, on continue à emprunter pour pouvoir payer les intérêts d'un emprunt précédemment effectué afin de rembourser les intérêts d'une dette antérieure arrivant à échéance, dette elle-même souscrite pour permettre de rembourser, etc. Et le F.M.I. lui-même, à force de multiplier les prêts, est constamment menacé de manquer de fonds, malgré des augmentations successives du montant des quotes-parts et le recours à des emprunts bilatéraux. Mais cette situation d'endettement généralisé, dans laquelle le venimeux serpent capitaliste se mord la queue, peut se poursuivre longtemps, d'autant qu'elle n'est pas sans intérêt pour les principales banques créancières.

Outre qu'il renforce la domination des banques sur le Tiers-Monde, le rééchelonnement des dettes est en effet une opération particulièrement juteuse sur le plan financier. Le paiement de ces dettes n'est repoussé que de quelques années (5 à 7 ans en général) ; de plus, la renégociation des dettes permet de fixer de nouveaux taux d'intérêt, plus élevés que les anciens ; enfin et surtout, chaque opération de renégociation donne lieu au prélèvement d'une substantielle commission bancaire : alors que les banques n'ont prélevé en moyenne,

entre 1977 et 1982, que 0,5 à 1 % des sommes sur lesquelles portait la renégociation, la commission prélevée est aujourd'hui d'environ 2 % des sommes concernées.

Il faut ajouter que les dévaluation de monnaies nationales prônées par le F.M.I. (par exemple, celle que les militaires argentins effectuèrent avant de quitter le pouvoir : 1 peso argentin « nouveau » équivaut à 10 000 pesos « anciens »), conjugués à la hausse du dollar, entraînent une constante augmentation des dettes du Tiers-Monde. Certes, ces dettes ne seront jamais remboursées intégralement. Mais dans quelques années, elles seront de nouveau renégociées, d'où prélèvement de nouvelles commisssions bancaires. De toute façon, les créanciers ne sont pas perdants : d'abord parce que, comme le note l'opposant marocain interrogé dans le n° 35 de C.A., ils ont volé les richesses du Tiers-Monde pendant des années ; ensuite parce que, dans la plupart des cas, ils ont déjà récupéré très largement le principal de leur dette : les négociations actuelles ne portent plus que sur le remboursement d'intérêts de dettes, parfois contractées elles-mêmes pour rembourser des dettes antérieures, et cette tendance va en s'accentuant.

Ajoutons que, même si le scénario expliqué plus haut, implique que les Banques des Etats-Unis doivent renoncer à tout ou partie de leurs créances sur le Tiers-Monde, cela signifierait seulement qu'elles ne pourraient plus déclarer de bénéfices pendant quelques années ; si la situation s'aggravait, les banques centrales occidentales viendraient au secours des banques privées ; enfin, si la situation devenait rapidement désespérée, il resterait toujours la possibilité de nationaliser, temporairement ou définitivement, les grandes banques, comme cela s'est fait en France. Mais nous n'en sommes pas encore là...

Que faire ?

Il ne saurait être question de soutenir un Etat, fût-il du Tiers-Monde et dépendant d'autres Etats. Par contre, nous n'avons pas non plus à nous réjouir de la crise, sous prétexte qu'elle atteint le capitalisme et pourrait favoriser l'effondrement d'un système abhorré ou l'éclosion de mouvements révolutionnaires. Tout d'abord parce que ce ne sont pas les banquiers de la Morgan ou de la Chase Manhattan qui subissent cette crise de plein fouet, mais bien les populations du Tiers-Monde. Ensuite, parce que la théorie qui voudrait que plus les gens soient opprimés, plus ils se révoltent est historiquement imbécile et politiquement inepte : si elle se vérifiait, la révolution aurait depuis longtemps embrasé l'ensemble du Tiers-Monde ; et de toute façon, contrairement à ce que pensaient peut-être les assassins des marins de Cronstadt, on ne fait pas le bonheur des gens en commençant par les exterminer. Il faut avoir le courage de le reconnaître : « en fait, tout révolutionnaires que nous soyons, nous sommes impuissants par rapport à ce qui se passe là-bas », comme nous l'écrivions après la prise du pouvoir par l'armée en Pologne et comme nous pourrions le répéter à propos de tous les problèmes internationaux (cf. *Courant Alternatif* n° 12 et 13). Nous ne pouvons que nous tenir informés de ce qui se passe ailleurs et continuer la lutte ici, tout en diffusant les informations obtenues, afin de démystifier le discours économique. Paul Nizan écrivait en 1921 « *L'Europe n'est pas une morte, c'est une souche qui a laissé tomber un peu partout des racines adventices comme un figuier banyan : attaquons la souche d'abord. Tout le monde meurt à l'ombre de ses feuilles* » (**Aden Arabie**, p.134). La comparaison demeure valable, même si d'autres figuiers ont crû depuis, outre-Atlantique et en Extrême-Orient. Le conseil aussi...

Reims, le 16.5.1984

LONGWY : OU VA LA LUTTE ?

Quelques données sur le mouvement après le 13 avril

Malgré les quelques moments (30 mars, 4 avril) où une masse de gens s'est retrouvée pour exprimer une colère (mais pas un projet de lutte), l'isolement des groupes actifs (Feuillard de Rehon, « 79-84 ») s'est peu à peu accentué. Les grandes démonstrations du 4 avril à Longwy et du 13 à Paris ont été marquées par une unité de façade, sans perspective, sans objectif commun.

CHRONOLOGIE

13 avril

● 50 à 60 000 manifestants à Paris. « La longue marche », commente le *Républicain lorrain* dans son édito. Environ 3000 de Longwy, dont 100 à 120 de « 79-84 ». Présence remarquée de Marchais au long du cortège. A Longwy, la grève n'a été qu'un demi succès.

16 avril

● Le Conseil régional de Lorraine (Rausch, UDF) demande la révision du Plan acier.

17 avril

● Action CGT à Longwy : une rame de minerai suédois déversée sur les voies ferrées.

● Action CGT-Rehon : feu dans le parc de la propriété de Labbé (APH, droite locale). Feu et poutrelles devant la Banque de France.

● B. Lamirand (responsable national CGT-Sidérurgie), parle d'« assurer la cohérence industrielle du site de Gandrange-Rombas », et passe sous silence le Feuillard de Rehon.

● Echec d'une opération de belle envergure de « 79-84 » : tentative d'intercepter les camionnettes transportant les bulletins du loto (et de détruire ceux-ci) de tout l'Est de la France. « En arrêtant ces camions, nous privons l'Etat de 37 % de taxe sur chaque billet de loto ».

18 avril

● Confirmation de 37 licenciements à Sovimat-Villerupt.

Nuit du 18 au 19 avril

● Une antenne-relais d'EDF (ou/et servant à la gendarmerie) est abattue par les gars du Feuillard de Rehon.

19 avril

● Vote de confiance au gouvernement à l'Assemblée nationale : le PC vote la confiance et réaffirme ses désaccords.

● Violents affrontements à Rehon dans la soirée. Dans l'après-midi, des rouleaux de feuillard sont déversés sur la voie ferrée du haut du pont, près de l'usine : caténaires sectionnées, rails endommagés. Dans la soirée, les gars du Feuillard empêchent la réparation par les équipes SNCF. Intervention des gardes mobiles. D'autres manifestants rejoignent ceux du Feuillard. Les gardes mobiles sont pris à revers par un petit groupe (bouteilles d'acide), et ripostent très violemment. Plus tard, tentative d'incendier la maison de Duvernoy, sous-directeur d'Usinor. Charge des gardes mobiles et nouveaux affrontements. Plusieurs blessés, 2 arrestations.

20 avril

● Les 2 manifestants arrêtés (dont le frère de Massimo Trinoli, un des leaders de la CGT-Rehon) sont présentés au Parquet de Briey. L'un est relâché tout de suite, et G.C. Trinoli est traduit en flagrant délit devant le T.G.I, qui prononce la relaxe.

● A Richemont (près de Gandrange-Rombas), un commando déverse 4 rouleaux de fil sur les voies ferrées : caténaires tordues, etc.

● Action de la CGT de Gandrange au péage de l'autoroute A4 à St-Avold.

● Démarrage de Radio Aria (à Longwy), radio associative dont l'équipe d'animation est surtout constituée d'anciens de LCA. La première émission est un débat sur la situation à Longwy, où tous les syndicats et « 79-84 » sont invités. La CGT et FO refusent de venir dans ces conditions. Le débat se fait donc entre « 79-84 », CFDT et CGC, avec aussi la participation de Marcel Donati de la CGT-Rehon, qui parle à titre individuel. Depuis, cette radio continue à être un lieu de débat en prise avec les luttes de Longwy.

21 avril

● 7 tonnes sont déversées sur la voie ferrée à Richemont par « un groupe de salariés du Train-à-fil » (de Rombas), qui revendique aussi l'action de la veille. (Rouleaux de fil).

Nuit du 21 au 22 avril

● Veillée pascale à Rombas avec Mgr Schmitt, évêque de Metz...

24 avril

● A Longwy, cocktail-molotov contre une voiture devant le domicile de Reverchon, directeur du personnel d'Usinor. Non revendiqué. Condamné par la CGT-Rehon.

● Barrages aux frontières du secteur de Thionville par la CGT de Gandrange-Rombas.

25 avril

● 2 actions CFDT Gandrange-Rombas : blocage de l'autoroute ; portes de la Banque de France soudées à Metz.

26 avril

● Fabius à Nancy promet 4000 emplois pour la Lorraine (environ 20 000 suppressions d'emploi par le Plan acier), dont... 150 ou 300 pour Longwy (composants électroniques), selon que l'on compte ou pas le projet Thomson déjà prévu il y a plus d'un an. (4000 chômeurs à Longwy plus 3000 suppressions d'emploi par le Plan Acier). La CFDT continue à demander une véritable négociation, « un contrant-plan », etc. La FEN critique l'insuffisance des 150 emplois, mais parle d'une volonté de concertation. Pour la CGT, « il n'est pas question de repousser ces créations d'emploi », mais elle réaffirme son désaccord de fond avec la politique gouvernementale et continue à demander la révision du Plan acier.

● 5 à 600 sidérurgistes (le gros paquet venant de Gandrange-Rombas) manifestent à Nancy et dépavent la place Stanislas... pour faire une croix de Lorraine. Blocages de routes et de voies ferrées.

Nuit du 26 au 27 avril

● Une centaine de gars du Feuillard défoncent les grilles de la Banque de France avec des engins de levage. Affrontements avec les G.M.

● Sabotage (non revendiqué) de la voie ferrée entre Longwy et Longuyon : le train de Dunkerque arrache les caténaires sur une centaine de mètres. Condamnations syndicales unanimes. L'intersyndicale des cheminots (CGT, CFDT, FO, CFTC, FMC) proteste contre cette action en bloquant les navettes de fonte liquide et de lingots entre Senelle et Rehon, pendant 4 heures.

27 avril

● Une cinquantaine de gars de Rehon sont chargés et grenadés par les G.M. alors qu'ils vendaient des cartes postales sur la route à Mont St-Martin.

● Opération libre-passage au péage de l'autoroute A4 à Jarny par « 79-84 » (une quarantaine de personnes). Intervention d'un escadron de G.M. au bout d'un quart d'heure. Au retour, le groupe qui faisait une opération « escargot » sur la route est bloqué par 2 escadrons de G.M. (!) avec vérification d'identité sous la menace des matraques et des lance-patates.

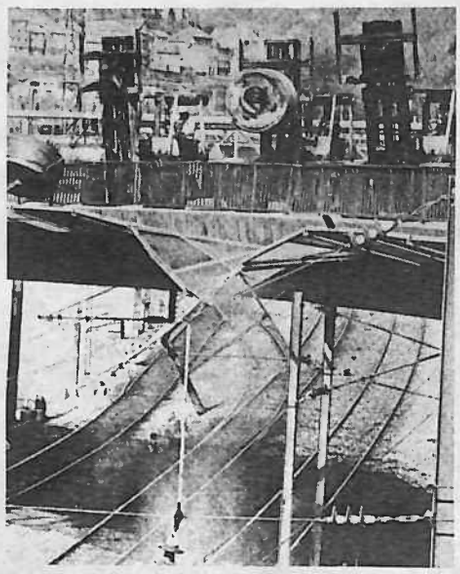
● Bombage de trains par la CGT-Rehon.

30 avril

● Action contre le siège du PC à Longwy-Haut (vitres cassées, peinture), revendiquée par « des sidérurgistes du train 720 » de Rehon. Les auteurs précisent qu'ils ne visaient pas la CGT mais le PC. Condamnations du PC et de la CGT-Rehon, qui déclare que « les travailleurs du Train-Feuillard ont été à même d'apprécier l'aide constante du PCF, de ses élus, dans leur juste combat ».

1er mai

● Rassemblement de la CGT au Feuillard de Rehon : 300 personnes ! La CFDT, qui qualifie la lutte autour du Feuillard de « combat d'arrière-garde », et FO, qui parle de « récupération politique », ont refusé de participer à ce rassemblement, ainsi que la CGC et la FEN. « 79-84 », qui a proposé à la CGT-Rehon de participer en tant que groupe (avec ses slogans et ses banderoles) à ce rassemblement s'est vu clairement rejeté, et analyse ainsi cette journée : « Le 1er mai n'a pas été une journée de lutte (...) la division syndicale a repris le dessus. C'est grave, mais inévitable, quand l'unité repose sur des compromis tactiques d'états majors. L'unité n'aura un contenu solide et durable que si elle est prise en main par l'ensemble des travailleurs et des chômeurs. Plus que jamais, il est urgent d'ouvrir des possibilités de débat à l'ensemble de la population (...) ».



● A Villerupt, 200 personnes (CGT, CFDT, FEN) pour protester contre la fermeture de la SLV.

● A Gandrange-Rombas, 4000 personnes défilent dans l'usine à l'appel de la CGT, CFDT, FO, CFTC, CGC, FEN.

3 mai

● Nomination de Chérèque préfet-délégué chargé du redéploiement industriel en Lorraine. Au plan national et régional, réactions très critiques de FO (« le camp des gouvernés et le camp des gouvernants ») et de la CFTC, plus ambigüe de la CGT qui critique surtout les positions personnelles de Chérèque. Embarras de la CFDT. La CGC « s'inquiète des moyens mis à la disposition de Chérèque ». La droite politique se scandalise (RPR, F. Guillaume, FNSEA) ou enrobe plus ses critiques (Rausch, conseil régional). PC (régional) et PS réagissent positivement.

● Le *Républicain lorrain* dénonce les inexactitudes du rapport du préfet de région au conseil général de Moselle, selon lequel, pour la production des laminoirs à profilés lourds, les installations lorraines tourneraient à 37 % de leur capacité. D'après le *Républicain*, ce rapport ne prend pas en compte Usinor-Longwy et Sacilor-Hagondange, et, de plus, « oublie » 106 000 tonnes de production sur les sites qu'il décompte. En fait, les installations tourneraient à 46 % de leur potentiel et, compte tenu de la marche réelle à 14 postes, à 75 %.

10 mai

● Action CGT-Rehon à la douane de Mont-St-Martin. Plusieurs centaines de dossiers d'importation (concernant l'achat de ferrailles et de produits sidérurgiques) sont dérobés et « mis en lieu sûr ».

11 mai

● Occupation du central téléphonique par une cinquantaine de gars de Rehon. Intervention lourde des G.M. (1 escadron), qui matraquent alors qu'il n'y avait qu'une résistance passive, et arrêtent cinq personnes, dont M. Trinoli et D. Renaudin, leaders de la CGT-Rehon, gardés à vue pendant plus de 6 heures. L'U.L.-CGT n'a pas mobilisé et pratiquement pas fait l'information. Elle se félicite de la libération des 5 « grâce au calme et à la dignité des travailleurs qui ont déjoué la provocation ». Pas de réaction CFDT et CGC. FO s'indigne des arrestations. Pour « 79-84 » : « Dans une situation dominée par l'absence de liaison entre les travailleurs des différentes entreprises et les chômeurs, par la désunion syndicale, par des luttes isolées, les pouvoirs publics renforcent la répression ».

18 mai

● Occupation de l'ANPE de Longwy par une cinquantaine de « 79-84 » et de chômeurs.

La lutte du Feuillard est restée la lutte du Feuillard, avec ses particularismes, et la CGT, qui y a la mainmise, n'a rien fait pour l'élargir.

Déjà au niveau des objectifs : ce qui a été mis en avant, c'est uniquement le maintien de l'installation du Feuillard, et la CGT, ni celle de Rehon ni l'U.L., n'a guère popularisé d'objectifs d'ensemble sur lesquels les travailleurs des autres sites puissent se retrouver : la révision du Plan acier, c'est si vague... et, de plus, ça n'a pas été développé énergiquement. Cela n'a pas été dans le sens de renverser une situation où, au moins depuis l'éclatement du front commun syndical, la masse des gens a tendance à réagir au coup par coup, selon les menaces immédiates sur leur installation (et celle-là seule), et où la perception d'une menace d'ensemble a beaucoup de mal à s'exprimer (contrairement à 79).

D'autre part, cet objectif «officiel» a souvent été en décalage avec la sensibilité de pas mal de gars du Feuillard même, dont l'impression est qu'on ne fera pas reculer le gouvernement sur le plan industriel, en même temps qu'ils ont envie de se battre. Alors, comme il n'y a pas d'autres objectifs formulés, on se bat sur celui-là, en même temps qu'on n'y croit pas. Ceci donne une dimension assez désespérée au combat («crever pour crever...») et explique sans doute le caractère un peu «n'importe-quiste», sans perspective, de certaines actions depuis le début du mouvement (il ne s'agit nullement de cracher sur ces actions-là, mais de dire que *ça ne suffit pas).*

La CGT elle-même donne parfois l'impression de ne pas trop croire au maintien du Feuillard. Ainsi, B. Lamirand, responsable national de la Fédération des métaux, a passé sous silence le Feuillard de Rehon dans sa déclaration du 17 avril, alors qu'il mettait l'accent sur la cohérence industrielle du site de Gandrange-Rombas.

D'autre part, il est clair que l'U.L. n'a rien fait pour mobiliser sur les autres sites, et dynamiser une solidarité. On l'a vu, par exemple, le 30 mars où, alors que les gars du Feuillard descendaient sur Longwy-Bas pour demander la libération des 6 personnes arrêtées la veille, aucune prise de parole n'a été faite sur les autres sites pour appeler à la rescousse. On l'a revu aussi par la suite, notamment les 19 et 26 avril : pas de prise de parole sur les chantiers, pas de sirène pour rameuter les gens.

Au niveau même de ceux de Rehon, il y a toujours eu une méfiance vis-à-vis des gens extérieurs au Feuillard, cultivée par certains délégués, avec la parano du débordement, des casseurs incontrôlés, des autonomes, etc., méfiance qui a parfois débouché sur un rejet pur et simple des chômeurs, des travailleurs hors-sidérurgistes et même de ceux des autres sites sidérurgiques de Longwy : le 19 avril, 2 ou 3 jeunes chômeurs se sont fait casser la gueule, un autre soir, un copain du Train-Fil, militant de «79-84», s'est entendu dire qu'il n'avait rien à faire là... Bien entendu, ce genre d'attitude n'a pas été partagé par l'ensemble des gars du Feuillard, ni même sans doute par la majorité, mais la volonté hégémonique de la CGT a souvent pesé lourd.

Refus du débat, aussi, de la part des instances de la CGT (voir par exemple la tentative de débat organisée par Radio Aria), surtout, bien sûr, par rapport à «79-84», mais aussi par rapport à une expression des travailleurs sur les objectifs et les formes de lutte.

Parallèlement, la position des autres syndicats (qui sont très peu présents à Rehon) a contribué à maintenir l'isolement du Feuillard. Notamment la CFDT qui, depuis le début (et sauf à l'occasion du 4 avril, cf. le discours de R, Giovanardi qui appelait à la jonction dans la lutte des travailleurs du Feuillard, de «79-84» et des unions locales... Mais, comme on pouvait le prévoir, il n'y a pas eu de dynamique à l'intérieur de la CFDT pour relancer cette démarche) n'a cessé d'insister sur le fait que le train à Feuillard est condamné, pour finir par parler de «combat d'arrière-garde», sans pour autant donner d'alternative de lutte : on parle bien d'une mobilisation pour arrêter les suppressions d'emplois, pour une couverture sociale étendue à tous, pour une diversification industrielle, mais sans sous-tendre cela sur un axe de lutte, sur un rapport de forces ; on parle surtout de négociation et de dialogue social.

Et puis, on ne s'illusionne guère à Longwy sur la formation et la diversification industrielle. Ici, elle a échoué (cf. C.A. n° 36), et qui peut croire qu'en ces temps de crise les conditions soient réunies pour qu'elle redémarre ? Et c'est bien là, d'ailleurs, le problème posé par toute lutte au plan social, quelles qu'en soient les formes : si rien ne vient renverser le processus de diversification des bassins, dont à terme l'éparpillement et l'isolation des travailleurs, la couverture sociale garde fondamentalement un caractère passager, plus ou moins long bien sûr (et ça n'est pas négligeable, et là il y a à lutter), mais passager quand même : voir la lutte de Vireux, où, malgré les promesses de garantie de revenu jusqu'en 89, des gens restent toujours sur le carreau, et il faut toujours lutter pour imposer que ces promesses soient respectées... et c'est plus difficile au fur et à mesure que les gens sont éparpillés.

Et puis, aussi, qui a envie d'aller travailler à la chaîne pour assembler des composants électroniques, déqualifié, sous-payé, dans des «zones industrielles» sans tradition de lutte, où le patronat a les mains libres (voir aussi les camarades de la fonderie de Gorcy, pointés comme «mauvais éléments», «meneurs», etc., qui sont quasiment interdits d'emploi sur le coin).

Tout ça pour dire non pas que le combat est désespéré et sans issue, mais qu'il n'y a pas de solution miracle, et aussi que personne (aucun parti, aucune organisation, et certainement pas non plus en se bornant à dire : «une seule solution, la révolution») n'a de solution *tout seul.* C'est le débat de tous, c'est la lutte permanente, une solidarité de chacun, c'est une prise en compte de tous les aspects de la question (et notamment la dimension internationale) qui peut apporter des éléments pour avancer.

Nous n'insisterons pas sur les positions de la CGC, qui défend les acquis des cadres, et de FO qui ne cesse de parler de récupération politique alors qu'elle est ici l'appendice de la droite politique (RPR surtout) (1).

Dans ces conditions, la lutte du Feuillard s'est trouvée peu à peu marginalisée, le groupe actif a vu ses effectifs diminuer, les actions se sont essoufflées.

De son côté, le groupe «79-84 même combat» a été pris dans un processus identique, voire plus poussé encore, d'isolement et d'essoufflement. Ce qui a joué, à mon avis, c'est d'une part la réalité de son implantation, relativement marginale quand même : des gens d'un peu tous les sites mais pas de gros groupe sur un site, capable d'impulser ou de reprendre en compte une dynamique dans (où à partir de) l'usine ; pratiquement personne au Feuillard même.

D'autre part, il y a eu aussi les tentations de pas mal de gens à agir hors des syndicats même s'il ne s'agit pas de nier ceux-ci (c'est ça aussi la réalité de l'impact des syndicats). Enfin, il y a eu, je crois, un manque de prise en compte de la volonté activiste qui animait pas mal de membres du groupe : depuis le 13 avril, «79-84» n'a réalisé qu'une opération coup de poing, au péage de l'autoroute A4. Cela est dû à la fois à des difficultés techniques qu'on n'a pas pu

surmonter (échec de 2 opérations, dont une, l'arraisonnement des bulletins du loto, aurait certainement fait beaucoup parler et pu poser, peut-être, des jalons pour des actions de type désobéissance civile : grève des impôts, etc.), mais aussi à un manque d'audace dû certainement en grande partie aux hésitations de beaucoup par rapport à une action hors syndicat.

Pourtant, un travail important a été fait, surtout au niveau d'un affinement de la démarche du groupe. Bien entendu, tout n'est pas homogène, pas mal de points restent en discussion ou à discuter (notamment la question de la référence au front commun syndical; ce qui est sûr à ce niveau, c'est que « 79-84 » n'a pas pu enclencher une dynamique de masse qui puisse peser dans le sens de l'unité ouvrière et de la prise en main de la lutte par l'ensemble des travailleurs et des chômeurs).

Des perspectives demeurent, notamment à travers tout un travail qui a été entrepris en direction des chômeurs, qui sont les premiers touchés par la crise sur le bassin, et qui ont constitué une des forces vives (mais toujours éphémère) des journées de lutte de mars et avril. La question est bien que, là aussi, il y ait une prise en charge de la lutte par les gens eux-mêmes.

Globalement donc : éparpillement des luttes, marginalisation des groupes actifs, essoufflement des actions, opposition entre les appareils syndicaux. Tout cela a culminé avec ce 1er mai dérisoire (300 personnes à Rehon !), et le pouvoir en a bien tenu compte pour mettre en place sa nouvelle tactique, qui semble bien être de ne plus laisser se développer la moindre action incisive : on l'a vu avec l'ampleur des moyens employés le 27 avril contre les gars de Rehon et ceux de « 79-84 »; on l'a vu encore avec la violence de la répression contre l'occupation pacifique du central téléphonique le 11 mai.

Ce qu'on peut encore noter, c'est l'apparition de quelques actions apparemment hors de toute structure (y compris « 79-84 » : cocktail molotov contre la voiture du directeur du personnel, sabotage de la voie ferrée entre Longwy et Longuyon. Personnellement, je crois qu'elles sont surtout significatives de la persistance d'une colère (on pouvait sans doute en voir les prémices dans les « débordements » de certaines actions de cet hiver, ou des journées de mars-avril). La question reste qu'elles n'ouvrent guère de perspectives politiques.

Cependant, il faut faire une mention particulière à l'« attaque » du siège du PC par des gens du train 720 de Rehon, dans la mesure où jusque là, tout le Feuillard de Rehon restait très attaché à une image du PC « avec les travailleurs ». Evidemment, des bruits ont couru par la suite que cette action n'était pas aussi claire que ça, qu'il y avait du FO là-dessous. Pourtant, le style de la revendication, qui démarque la CGT du PC, ne correspond guère à un discours type FO.

Aujourd'hui, les élections de D.P. viennent d'avoir lieu dans l'usine. Tous les chiffres ne sont pas encore connus, mais il semblerait qu'il y ait, globalement, une progression des abstentions et des votes blancs (un certain nombre de « unité ouvrière » ou « 79-84 »), une légère progression de la CGT (mais pas à Rehon où elle perd 2 %) et de la CGC, un maintien de FO et une baisse de la CFDT.

Ce n'est évidemment pas ça non plus qui va nous donner des perspectives, mais c'est quand même révélateur de certains courants d'opinion par rapport à la lutte.

Alors, les perspectives ? Des explosions de colère, il y en aura peut-être encore, bien que l'essoufflement apparaisse maintenant vraiment lourd. La plupart des gens ici sentent bien que Longwy va continuer à « trinquer » (si l'on peut dire), et ce ne sont pas les promesses de Fabius à Nancy (4000 emplois pour la Lorraine, cela recouvre tout juste le nombre de chômeurs pour Longwy seul), ni la nomination de Chérèque (qui n'a fait illusion à personne ici, et pas plus à la CFDT qu'ailleurs) qui vont y changer quelque chose.

Mais, au-delà de la colère, la question reste posée de la jonction des groupes qui luttent (et c'est pas évident !) et de la mise en place de structures de lutte et de débat qui permettent une prise en main du mouvement par, sinon l'ensemble, du moins une masse de travailleurs et de chômeurs.

Hagar Dunor
Le 18-05-84

(1) Qu'on ne s'y trompe pas, pourtant : il y a dans toutes les organisations, CGT, CFDT, et même CGC et FO, une masse de gens qui veulent lutter et qui luttent quotidiennement, qui sont prêts, dans certains conditions, à jouer le jeu de la solidarité et du débat entre tous. Par rapport à tous ceux-là, et aussi parce qu'il n'est pas sérieux de laisser les gens sans organisation (quelles qu'en soient les limites), on ne peut pas se permettre de faire de l'anti-syndicalisme primaire.

Rectificatif à propos des arrestations du 4 avril

Les 30 personnes arrêtées dans la nuit du 30 4 au 5 avril ont été relâchées le lendemain sans inculpation, et nons sous inculpation, comme une erreur (oh ! la photocompo !) nous l'a fait écrire dans le n° 36. C'est du moins ce qu'on croyait jusqu'à il y a quelque temps, sur la foi d'un coup de téléphone au procureur de la république de Briey. Or, il semblerait maintenant qu'au moins une personne ait bel et bien été inculpée de « dégradation de biens publics » (Cette personne n'a pas pris contact avec « 79-84 »). Y en avait-il d'autres ? Affaire à suivre...

— S.O.S. EMPLOI ! —
— MARCHE POUR L'EMPLOI ! —
— MACHIN POUR L'EMPLOI ! —
— TRUC POUR L'EMPLOI ! —

J'ai 25 ans et je ne veux pas aller crever sur vos chaînes.

Arrêtez de vous battre pour moi. Arrêtez de ***me*** *demander des "* ***emplois*** *". Oui je suis d'accord pour qu'on ferme beaucoup de secteurs de la sidérurgie surtout à LONGWY. Oui je ne veux pas que des copains y laissent leur peau. Oui je veux que nous puissions décider quoi doit s'implanter chez nous. Monsieur Fabius vous qui venez de nous promettre 4000 emplois avez-vous déjà travaillé sur les chaînes de chez Renault, ou sur des circuits imprimés à souder 8 heures à la loupe. Arrêtez de nous coincer, vous savez très bien que nous serons obligés de les accepter.*

Messieurs des syndicats arrêtez de défendre des installations qui tuent... Messieurs des syndicats n'est-ce-pas l'occasion de prendre en compte les aspirations des copains à de meilleures conditions de travail ? Pourquoi les 1300 gars qui ont pris la prime de 50 000 F en 79 sont des jeunes ? Pourquoi les jeunes chômeurs de Longwy ne vous suivent-ils pas ? Pourtant ils sont plus de 2000 à avoir moins de 25 ans. Où sont-ils ?

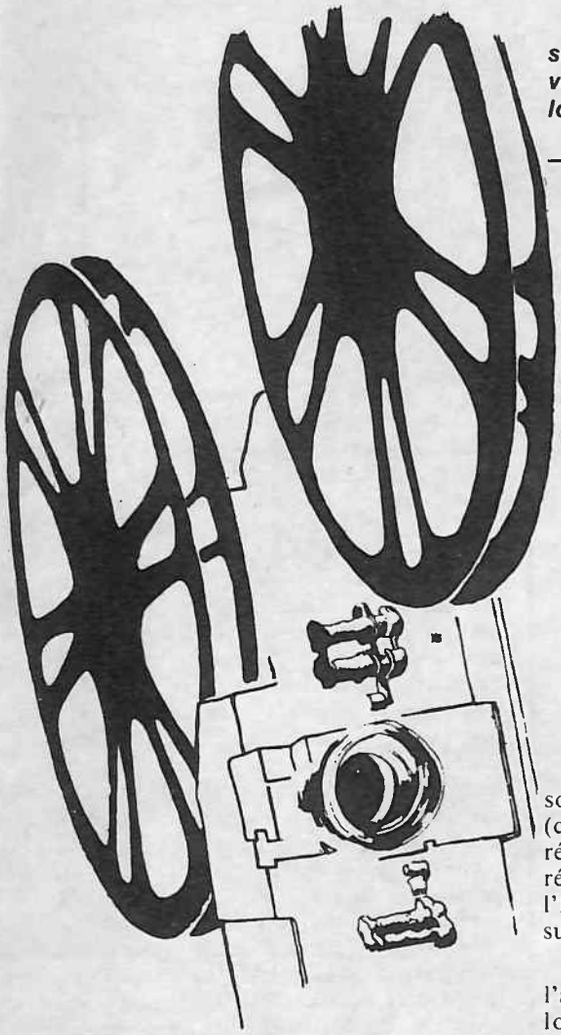
Je suis content que 1300 jeunes aient pu s'évader de ces usines !

Quoi qu'en dise la CGT le plan acier 84 est voté... c'est vous dire s'il faut reparler de celui de 82... Comme nous nous battons avec 20 ans de retard, sommes-nous à 2 ans près. C'est l'occasion à saisir, mais pas pour deux ans de formation bidon qui aboutiraient au chômage, ou pour une extrême minorité à un SMIC sur une chaîne.

Nous pourrions commencer par les 35 heures n'est-ce-pas François !? Battons-nous déjà dans ces 4000 emplois empoisonnés qui vont peut-être arriver... Battons-nous pour des emplois meilleurs, des salaires honnêtes, pour que dans certains ateliers le thermomètre ne soit pas sous 0° en hiver. Oui il faut garder la sidérurgie à Longwy... en attendant mieux !! Nous sommes les mieux placés pour savoir dans quelles conditions nous voulons travailler. Nous sommes les mieux placés pour produire intelligemment. Nous sommes les mieux placés pour dire que nous voulons vivre ! Nous sommes les mieux placés pour dire à Fabius qu'avec un sidérurgiste on ne peut pas faire un technicien ou un ingénieur, et que nous n'avons pas honte d'être ouvrier. Alors messieurs des syndicats assez de démagogie ! Des emplois oui, mais pas n'importe quoi ! Le monde a changé vous ne vous en êtes pas rendu compte ??? Vous avez juste 20 ans de retard...

Patrice, Longwy

Cet article essaye d'y voir un peu plus clair sur ce vaste domaine qu'est l'animation sociale et culturelle. Il n'entend pas tout dire, il est forcément réducteur et/ou limité, voir à compléter. Il s'agit donc aussi d'un appel à l'écriture, pour aller un peu plus loin que cet écrit.



ANIMATION

L'animation telle que nous la vivons de nos jours s'est développée dans les années 60 :

— pour parer aux effets négatifs engendrés par le développement intensif du capitalisme monopoliste (urbanisation sauvage, agonie d'un certain monde rural, de façon à adapter et intégrer individus et groupes en prise aux traumatismes suscités par les bouleversements du cadre de vie, du mode de vie, des habitudes de vie) ;

— Comme condition d'un nouveau développement économique, la culture et les loisirs, comme la science, devenant éléments intégrés aux forces productives (en fonction des rapports sociaux de production), de façon à adapter individus et groupes aux mutations économiques et sociales, dans le sens d'un développement culturel (libéralisme et « progrès »);

— comme un appareil de complément, remplissant des tâches que des appareils plus déterminants que lui (école, religion...) ne sont pas (ou ne sont plus) à même d'accomplir complètement;

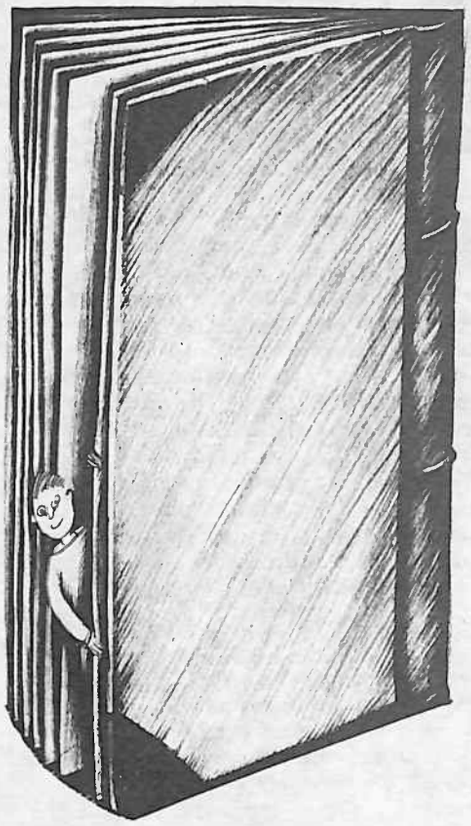
— pour assurer une paix sociale minimun (consensus) allant plus loin que le paternalisme classique, par exemple, puisque s'étendant dans un effort de normalisation classique et d'enculturation (au sens d'inculcation de l'idéologie dominante -1-) à tous les échelons de la vie et à tous les lieux de vie;

— par un développement des équipements de toutes sortes, dans des lieux divers, une professionnalisation des personnels, un utilitarisme de l'institution (compétences, productivité, rentabilité, résultats...), une tentative d'unification du réseau culturel, une mise sous tutelle de l'Etat (ministères, lieux de formation, subventions...).

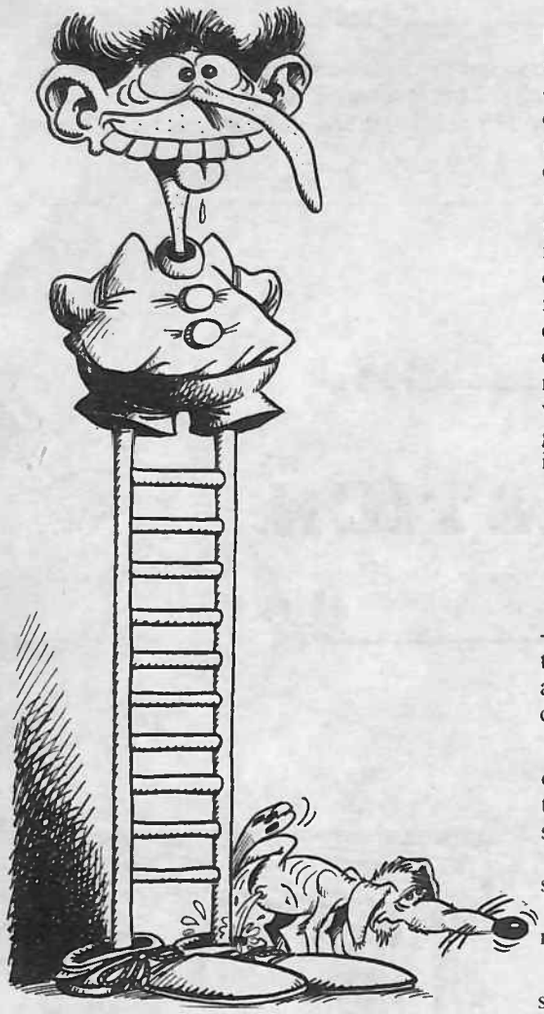
Comme d'autres lieux de la vie sociale, l'animation (de l'action culturelle aux loisirs) est une réalité profondément contradictoire, de laquelle nous pouvons dégager deux pôles essentiels : d'une part, elle est principalement (en restant fidèle aux intentions de ses planificateurs) un moyen d'élargir le public consommateur, assisté et normalisé (fonction et tentative d'intégration idéologique, sociale ou politique), d'autre part, elle peut être, de façon plus ou moins durable, une pédagogie active qui suscite un public récepteur et acteur, attentif et critique (possibilités de subversion sur le terrain d'une émancipation).

Elle peut aussi avoir l'objectif (en tout cas, pour certains praticiens) de permettre à une population donnée, par le truchement de la connaissance et de la réflexion et par l'inter-action avec d'autres lieux et terrains d'émancipation, de prendre en main son propre développement, à contrôler et maîtriser sa vie quotidienne, comme un retour à l'initiative culturelle, entendue comme la capacité d'inventer des réponses à une situation, de conserver qu d'affirmer une identité sociale et culturelle, de participer activement à l'élaboration continue du mode de vie quotidien, comme de l'organisation économique et socio-politique.

Il s'agit là d'une alternative réelle, perçue et vécue, qu'il est désormais difficile d'occulter. Le désir de neutralité opératoire de la culture et des loisirs semble être dépassé (surtout depuis la mise à nue (en 68 et après) des institutions, des appareils d'Etat, de leurs rôles idéologiques et politiques, fonction de classe et lieu de lutte...).



Les institutions d'animations participent, dans leur ensemble, au traitement des contradictions sociales. L'animation ne peut plus être considérée comme un simple ensemble de techniques, elle constitue un nouveau terrain d'affrontements des idéologies et des intérêts des individus et des groupes (au sens composition de classe du « public »). Il est donc de plus en plus nécessaire d'envisager la clarification des objectifs de toute action dans ce domaine et l'analyse des effets escomptés et des effets réels, de et dans leur mise en pratique



(l'effet escompté de la diffusion de l'information, par exemple, d'enrichir et d'animer un groupe peut avoir comme effet réel un substitut à une participation active et responsable) (l'effet escompté de la diffusion des œuvres culturelles, par exemple, peut avoir comme effet réel un abandon de toute recherche pratique dans ce domaine, et du désir d'éveiller on peut en arriver au fait de consommer, de n'être que spectateur — ceci est d'ailleurs vrai pour nombre de domaines...). L'essentiel reste ainsi la dimension de l'effet réel, son impact sur la transformation des pratiques sociales, au sens large.

La liberté relative (au sens de marge de manœuvre) dont jouit l'animateur pour organiser son « programme » et ses activités, sa situation apparente de non-dépendance vis-à-vis de l'appareil culturel, de l'Etat, d'une direction d'entreprise, d'un conseil d'administration... renforce une position : qu'il est impossible de détourner les objectifs de cet appareil (qui tend à s'unifier) et d'en faire le lieu d'évolution et d'émancipation des individus et des groupes. Il s'agit là d'une illusion, réformiste au sens strict, dangereuse, car elle contribue à autonomiser ce lieu et ces pratiques (par rapport à d'autres lieux et pratiques, comme le travail...). De plus en plus, il apparaît que la « positivité à l'intérieur » est indissociable de liaison avec « l'extérieur ». Les pratiques et luttes qui se déroulent dans le champ culturel sont à relier entre elles, mais aussi et surtout à relier avec d'autres pratiques et luttes, dans le champ global de la vie économique, sociale et politique, de la lutte de classes.

Dans ce cadre de ce que représente l'animation à un niveau global, il est intéressant, pour nous, dans notre travail ou nos actions, de positionner les objectifs de toute intervention. Cela représente un repère, un fil conducteur, un outil. Mais il est aussi important, même essentiel, de mener la réflexion, l'analyse (de façon permanente et dialectique) sur ce qui est réellement fait, de la pratique réelle, vécue : de son fonctionnement, de ses fonctions, répercutions dans le processus social et culturel, de ce que cela provoque en fait comme avancées, retours en arrière, réformes, bouleversements, rapports nouveaux (entre et/ou avec les individus, les groupes, les institutions, les habitudes, les idées, les représentations...).

-I- Il nous a paru intéressant de préciser le terme idéologie, pour se mettre au clair et aussi pour échanger des vues là-dessus, au cas où...

Le niveau idéologique est une réalité objective indispensable à l'existence de toute société. Il est formé par deux types de systèmes :

— Les systèmes d'idées-représentations sociales (les idéologies au sens strict) ;

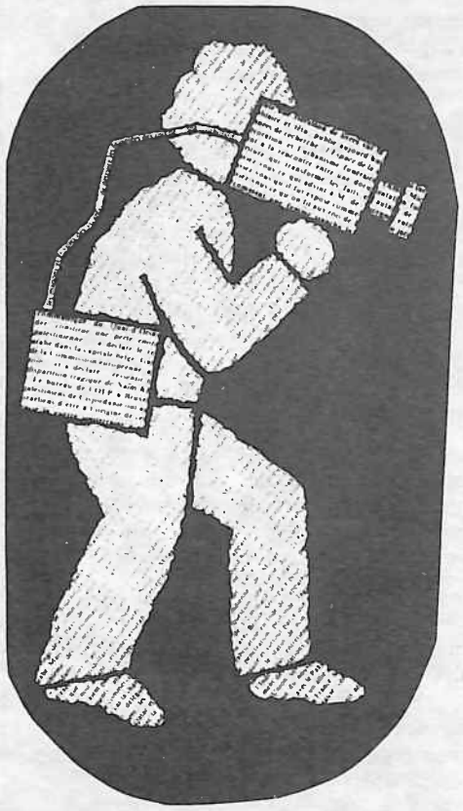
— Les systèmes d'attitudes-comportements sociaux (les mœurs).

Les systèmes d'idées-représentations sociales recouvrent les idées politiques, juridiques, morales, religieuses, esthétiques et philosophiques des hommes d'une société déterminée. Ces idées se présentent sous la forme de diverses représentations du monde et du rôle de l'homme dans le monde. Les idéologies ne sont pas des représentations objectives, scientifiques, du monde, mais des représentations remplies d'éléments imaginaires ; elles expriment plus des désirs, des espoirs, des nostalgies, qu'elles ne décrivent des réalités. Les idéologies peuvent contenir des éléments de connaissance, mais les éléments prédominants sont ceux qui ont une fonction d'adaptation à la réalité. Les hommes vivent leurs rapports avec le monde à l'intérieur de l'idéologie. C'est elle qui transforme leur conscience, leur attitude et leur conduite pour les adapter à leurs tâches et à leurs conditions d'existence.

Les systèmes d'attitudes-comportements sont constitués par l'ensemble des habitudes, des mœurs et des tendances à réagir d'une manière déterminée. Il est plus facile pour une personne de modifier sa façon de se représenter le monde, c'est-à-dire son idéologie au sens strict, que de changer sa façon habituelle de vivre, d'affronter pratiquement les situations vitales. C'est pour cela qu'entre les idéologues au sens strict et les systèmes d'attitudes-comportements il n'y a pas toujours un rapport d'identité. Les rapports dialectiques qui s'établissent entre eux peuvent aller depuis l'identité totale ou partielle jusqu'à la contradiction.

Dans une société sans classes comme dans une société de classes, l'idéologie a pour fonction de relier les hommes entre

eux et avec leurs conditions d'existence, d'adapter les individus aux tâches qui leur sont assignées par la société. Dans une société de classes, cette fonction est dominée par la forme que prend la division des hommes en classes. L'idéologie est alors destinée à assurer la cohésion des hommes dans la structure générale d'exploitation de classe. Elle est destinée à assurer la domination d'une classe sur les autres, en faisant accepter leur propre condition d'exploités. Ainsi, les idées dominantes sont les idées de la classe dominante. De même qu'il y a des classes dominantes et des classes dominées, il existe aussi des tendances idéologiques dominantes et des tendances idéologiques dominées. Comme toutes les réalités sociales, l'idéologie n'est intelligible que par sa structure. L'idéologie comporte des représentations, des images..., mais ces éléments considérés chacun isolément ne font pas l'idéologie, c'est leur système, leur mode d'agencement qui leur donne leur sens, c'est leur structure qui détermine leur signification et leur fonction.



L'interview qui suit a été fait avec deux copains et une copine de Renault-Véhicule-Industriel à Blainville (Juanito, Alain et Anne-Marie). De façon à faire un article relativement court et avec le moins de bla-bla possible les questions ont d'abord été discutées et les réponses sont une synthèse commune aux trois dans la mesure où il n'y avait pas de divergence.

Interview de trois travailleurs de RVI à Caen

C.A. : On parle de 3750 suppressions d'emplois à RVI mais quel a été le contenu exact du plan de reconversion en cours ?

Le plan actuel ne parle pas encore de licenciements autoritaires. Il propose des préretraites, des mutations et des départs volontaires.

C.A. : Quelles catégories de salariés sont les plus concernées ?

Au niveau du groupe, nous n'avons pas assez d'éléments pour répondre, par contre pour Blainville toutes les catégories sont visées pour les départs volontaires.

Mais le plan vient d'être suspendu pour les « productifs ». La direction justifie cette limitation par le fait que les plans précédents ont largement touché les productifs laissant en autres des structures d'encadrement beaucoup trop lourdes. La situation est telle qu'il est certain que des déqualifications (en particulier pour la petite maîtrise) et des mutations seront nécessaires pour pallier le manque de départs volontaires.

C.A. : Ya-t-il des réactions des agents de maîtrise ?

Tout d'abord on constate une poussée de la CGC sans comportement réellement combatif. En fait, ils se retrouvent sur le mots d'ordre de la CGT mais leur attachement à leurs privilèges (très souvent cadres-maison partis de pas grand chose) les empêche de s'allier aux OS. Cela va plus loin puisqu'ils continuent à dire à haute voix que certains O.S. sont responsables du manque de compétitivité de RVI.

C.A. : Comment sont accueillies les propositions du plan actuel par les travailleurs ?

Le fait que le plan vise essentiellement les non-productifs implique des réactions particulières des productifs qui y voient u réglement de compte avec les gens qui n'ont jamais participé à leurs luttes.

C.A. : Les départs volontaires ont-ils du succès ?

Peu d'écho, actuellement il y a à peu près 80 dossiers dont seulement une dizaine pour des non productifs, les autres venant des productifs. Comme à chaque fois qu'il y a des départs volontaires (ex : 1979) il y a toute une frange des éléments les plus combatifs qui en profitent pour partir. Globalement, il s'agit de travailleurs qui en ont ras-le-bol et qui veulent rompre avec la routine de salarié à RVI, soit pour monter leur propre entreprise soit pour « tirer » un an au chômage.. Pour beaucoup de ceux qui veulent rester, chaque départ volontaire est perçu comme une chance de plus de rester.

C.A. : Comment expliquez-vous la différence de comportement entre les productifs et les non-productifs face au départ volontaire ?

Pour la maîtrise, c'est essentiellement la peur de ne pas retrouver la même situation qui bloque. Pour beaucoup d'autres non productifs, la tranquillité relative de leur poste n'amène pas le même ras-le-bol que pour les productifs, surtout quand ceux-ci sont marqués par un passé de lutte qui leur vaut une répression permanente.

C.A. : Quelle forme a la répression actuellement ?

Elle est d'abord le fait de la direction qui souhaite une réelle reprise en main de l'ensemble du personnel. Mais certains comportements anti-hiérarchiques entretenus entre autres par « Débordement » amènent les chéfaillons à appliquer les directives de la direction avec un zèle hors du commun. Cette répression est individuelle et porte essentiellement sur les conditions de travail et la provocation (mettre un individu soupçonné d'être à « Débordement » au même poste de travail qu'un facho notoire)... Précisons que cette répression quotidienne individuelle et non spectaculaire n'a jamais suscité de réactions de la part des syndicats.

La direction n'a jamais mené de répression globale contre « Débordement » mais elle a mané un combat individu par individu, ce qui a pris du temps mais a été efficace...

C.A. : Même si le plan actuel ne parle pas de licenciement, on peut penser qu'il y en aura, et dans ce cas, y a-t-il déjàï des réactions et propositions syndicales ?

Hostilité au plan : pas de dégraissage d'effectifs pour l'ensemble du groupe RVI.

En ce qui concerne Blainville, les syndicats ne veulent pas que l'on touche aux techniciens et à certains services non productifs (méthode, etc...) qui garantissent la technicité du site. Ils dénoncent les choix qu'ils qualifient de politiques, qui favorisent la région Rhône-Alpes. Ceci accompagné de propositions industrielles, choix de nouvelles gammes, effort d'investissement pour reconquérir le marché national (positions CGT et CFDT), appuyées sur une « avencée sociale » : 35 heures hebdomadaires avec en plus le souhait ferme d'une augmentation de salaire. Les propositions purement industrielles, de par leur côté réaliste acquièrent une crédibilité nouvelle auprès des cadres. Ce que semble tout particulièrement rechercher la CGT,

toujours en quête électorale, recomposition oblige...

Mais la restructuration à RVI Blainville a un autre enjeu. En effet, RVI, la SMN (Société métallurgique de Normandie) sont des « bastions » syndicaux (CGT et CFDT) et leur disparition, tout comme Tréfimétaux (Basse-Normandie) menacerait gravement la représentation de ces syndicats en Basse-Normandie, ce qui explique l'enjeu syndical et renforce leur appel à la lutte au niveau régional. Ils organisent des manifs tantôt unitaires, tantôt divisées.

C.A. : Les salariés ont-ils des réactions différentes suivant leur rang social ?

QOui, les réactions sont différentes. Les cadres, dont le seul souci est d'ordre capitaliste se dissocient des OS qui eux dénoncent en plus le rôle de l'encadrement et ses incompétences. Les OS disent facilement : « de toute façon les cadres sont intégrés à la Bourgeoisie ». Mais attention cela peut être nuancé, car bon nombre d'OS ont des comportements ou même des réflexes anti-hiérarchiques sans pour autant analyser le lutte anti-hiérarchique. (Le fait qu'un chef soit sympa a de plus en plus d'importance et peut amener un tout autre comportement des OS que par rapport à ceux qu'ils considèrent comme salauds).

Pour revenir aux comportements ds cadres et des OS il faut insister sur le fait que les clivages sont très nettement formulés dans un camps comme dans l'autre. Ainsi la situation encore floue suscite un malaise chez les OS qui s'est exprimé à la suite du lock-out (dû à la grève des routiers) où 1000 personnes de vant le refus de la direction de payer ces deux jours ont bloqué certains secteurs de l'usine. La direction a rapidement cédé devant la radicalisation des OS qui n'hésitèrent pas à se ruer sur les représentants de la direction accompagnant l'huissier, mais l'intervention des délégués syndicaux ramenant le calme évita quelques exactions.

C.A. : Pouvez-vous faire le point sur le groupe autonome « Débordement » qui apparut sur l'entreprise à partir du conflit de 1979 ?

Précisons tout d'abord que le groupe s'est disloqué il y a quelques temps déjà.

Comment l'expliquez-vous ?

Il faut d'abord bien saisir qu'il s'est composé alors que l'ensemble des mouvements étaient en pleine décomposition en particulier dans les entreprises. C'est lors du conflit de 1979 qu'il est réellement apparu, son unité se situait alors autour de l'agitation dans un conflit que les organisations syndicales menaçaient d'enterrer. Il a permis à toute une frange radicalisée, mais pas forcément très politisée ou militante (bien qu'il y ait un certain nombre d'anciens syndiqués) de s'exprimer aux côtés de militants plus politiques aussi bien trotskystes, maoïstes ou anars. Cette cohabitation déjà difficile a pu tenir tout le temps du conflit mais dès qu'il s'est agi d'exploiter les retombées du conflit (licenciement de Huard et Coupée, etc) les choses se sont compliquées et il y a eu certains départs (en particulier celui des trotskystes).

Nous avions clairement (au moins pour la tendance libertaire) analysé le fait que la retombée des luttes correspondait à une baisse d'activité de « Débordement » ce qui nous paraissait préférable à un activisme inévitablement proche du pire syndicalisme (cf. *CA n° 15)*.

Si les contacts ont bien résisté à cette période de calme, force est de constater que pour beaucoup d'entre nous, il n'y a plus d'espoir.

« Débordement » a été un grand moment mais ils ne voient plus sa spécificité d'intervention.

En fait, on peut considérer que, bien que le courant libertaire ait gagné du terrain dans ce regroupement, celui-ci n'a pas su dépasser les réflexes de révolte et d'auto-organisation (très important parce que l'expérience a vécu et que c'était la première fois qu'elle pouvait se réaliser dans la boîte) pour passer à un stade plus politique qui lui aurait permis de se doter d'un projet autour des notions d'autogestion, de réappropriation des moyens de production, au moins le temps de la lutte etc... autant d'expériences sûrement très porteuses mais qui n'ont pas pu être vécues.

Ce temps d'hésitation et de flou, a laissé la répression et les attaques syndicales canaliser nos énergies au détriment de l'intérêt ollectif du groupe.

C.A. : Il y a longtemps que vous faites partie du pôle radicalisé de RVI, comment voyez-vous l'avenir et peut-être votre avenir ?

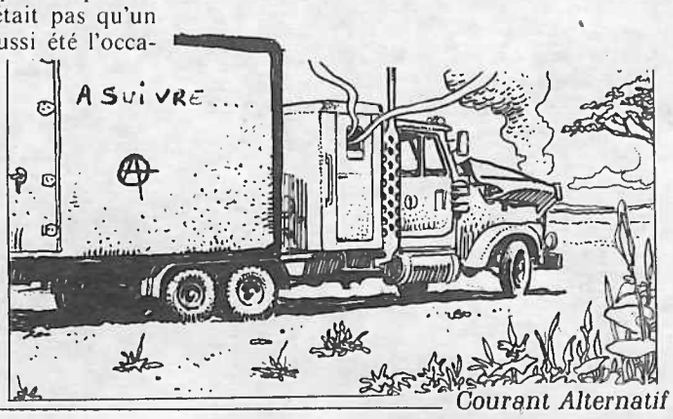
A noter que les débrayages sporadiques se multiplient et semblent toucher de plus en plus de monde, ce qui rend l'analyse de la situation délicate.

D'un côté patronat, encadrement, syndicats (1), partis (même de gauche) accentuent la répression contre les éléments radicalisés ; de l'autre une radicalisation ouvrière qui subira encore des échecs avant de perdre ses illusions parlementaristes et avant d'explorer les chemins de l'autonomie ouvrière et de la réappropriation des moyens de production.

Nous avons tiré un premier bilan de « Débordement » que nous espérons approfondir rapidement (pourquoi pas dans un prochain C.A.) mais nous tenons à préciser qu'en ce qui nous concerne nous pensons que « Débordement » a été une expérience positive car elle a marqué la mémoire de tous ceux qui y ont participé, mais aussi de tous les autres, entre autres parce qu'elle a été un véritable moteur des mouvements sur la boîte et qu'elle a prouvé que l'auto-organisation n'était pas qu'un rêve. « Débordement » a aussi été l'occasion de montrer que les libertaires existaient et qu'ils pouvaient avoir des pratiques constructives sur une boîte. Bien qu'il ait manqué un projet plus solide pour autoriser un dépassement, nous pensons que le prochain conflit pourra être l'occasion de voir à nouveau se concrétiser tous les réflexes d'auto-organisation, la brèche ayant déjà été ouverte.

En attendant le patronat profite de ce délai pour liquider les éléments les plus combatifs. Si la situation avait été moins répressive, nous aurions sûrement pu continuer à faire fructifier cette sympathie mais nous choisissons (tous les trois) comme d'autres un départ « volontaire » de RVI.

(1) Nous tenons à préciser que ça ne veut pas dire que tous les syndicats ont cette attitude.



MOUV'MENT

Editions Nautilus

Après *Anarchistes et communistes dans le mouvement des Conseils à Turin* de Masini, **Appel aux fascistes** de Palmiro Togliatti, *De la dissidence* de Claude Orsoni, et *L'idée* de Frans Maserel, les éditions Nautilus nous ont communiqué leurs nouveautés pour 1984.

Comiso : une lutte entre passé et futur.

Izvestia de Cronstadt.

Et à paraître à la fin de l'année :

La guérilla urbaine : Facerias d'Antonio Telliez. La lutte armée libertaire contre Franco.

Mouvement et projet révolutionnaire d'Alfredo Bonanno. Une analyse critique de l'anarchisme militant contemporain.

Di Giovanni de O. Bayer. La vie clandestine d'un anarchiste italien en Argentine.

NAUTILUS. BP 175. 75963. PARIS cedex 20.

Fuck The Army

Ceci est la reproduction d'un autocollant émanant d'un groupe femme ouest-allemand et tiré à Montpellier. Pour toute commande écrire à jean françois Mazeron, 4 impasse Coustou 34000 Montpellier. Tarifs :
de 1 à 9 : 5F. l'unité
de 10 à 49 : 3F l'unité
de 50 à 'infini : 2F 50 l'unité

L'entr'aide

C'est le numéro 1 du collectif anarchiste de contre information sociale et de solidarité. Des informations pratiques sur la situation de camarades emprisonnés dans le monde. Abonnement : 50 Franc minimum pour 10 numéro.
CCP à l'ordre de JC Canonne. N°2242667 M Paris.
Adresse : JC Canonne. BP 175.75963 Paris cedex 20.

Insoumis limousin

Jean Marc Marocci, 19 ans, lance un appel de détresse. **son problème :** refus de faire son service national, de porter l'uniforme et une arme.

Son choix est fait, et dans un pays comme la France réputé pour ses droits de l'homme, la France qui est souvent une des premières à les défendre devrait accepter son choix. Aujourd'hui il est en prison après avoir déserté pendant 3 mois et souhaite un soutien massif pour l'arracher de l'appareil militaire.

Une pétition avec ce texte est à envoyer à Collectif de soutien à jean Marc Marocci. 1 rue Mirebœuf, 87000 Limoges.

RAS, revue antimilitariste

Le numéro 3 vient de sortir
- Un dossier sur le service national
- Les appelés et la guerre d'Algérie
- Une réponse aux thèses de Castoriadis.
- La Guadeloupe avec une mise en rapport entre les luttes de libération nationales et l'antimilitarisme. Un point de vue intéressant.

RAS. BP 180
31014 Toulouse cedex.

Le numéro 10 francs. Chèques à l'ordre de RAS, CCP n° 409 79 J, Toulouse. Abonnement 55 francs.

RAS annonce également une réunion 8 impasse Crozatier à Paris les 9 et 10 juin pour la constitution d'un pôle antimilitariste.

L'institut d'Histoire des pédagogies libertaires réédite Francisco Ferrer

Ferrer Guardia (Francisco) (1859-1909), né à Atella, révolutionnaire espagnol créa à Barcelone «l'école moderne», institution pédagogique d'idées très avancées (1901). accusé d'être l'intigateur de l'insurrection à Barcelone, il fut fusillé. Sa mort causa une vive émotion dans le monde entier et entraîna la chute du ministère espagnol.

Un livre de 96 pages au format 13,5/21, illustré de documents photographiques.

48 Francs. Ivan Davy.
Imprimerie - édition, rue Basse Hallopeau. DENEE. 49190 Rochefort sur Loire.

A propos du Laxisme

(lettre ouverte à Badinter)

Un texte écrit par Charles Bauer (un ami de Mesrine) qui a déjà passé plus de 14 ans (dont 6 en QHS) de sa vie en prison.

Disponible sous forme de brochure
Edit 71. 22 rue d'Annam. 75020. Paris

L'effet Talbot

(ou les raisons profondes d'un conflit)

L'analyse du conflit par la section CFDT-Talbot en liaison avec le syndicat des métaux et l'UD des Yvelines. brochure à lire même si la part faite à la CFDT est discutable.
Prix : 10 franc minimum. UD CFDT des Yvelines. 8 rue St Simon. 78000 Versailles.

Lutter

Bimestriel numéro 7 de l'UTCL. 24. pages 10 francs
- Interview de Richter.
- Le socialisme libertaire
- Tunisie... etc...

Editions L. BP 333. 75525. Paris cédex 11.

Zéro de conduite

Le numéro 2. (vers une école autonome). 8 francs. Edité par l'association Feu Follet qui a pour but de faire reconnaître les besoins de l'enfant, de les faire respecter et d'intervenir partout où ils sont ignorés, limités.

Feu Follet c/o Roux. 18 bis rue de Bellefond. 75009 Paris.

Bonjours l'ascenseur

Le numéro 6 avec au sommaire :

2 nouvelles (SF et polar), BD, Poêmes, Ecole privée : une réforme ?, Pour en finir avec l'éducation, Symbiose métro - histoire; Vite fait entre deux étages, Musique.

Prix : 10 francs, abonnement 40 francs, chèque à l'ordre d'A. Poirier.

Bonjour l'Ascenseur
BP 22
94430 Chennevières.

Le nouveau guide de l'objecteur est paru !

68 pages pour 10 francs à :

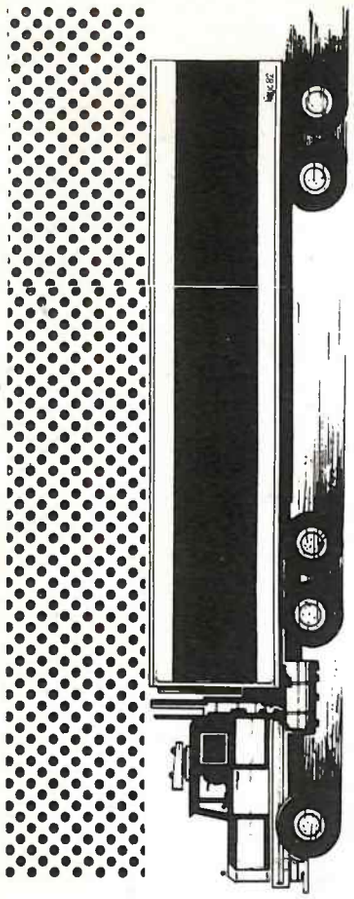
Objection collective

c/o CEP BP 5006 St Jean

69245 Lyon cédex 5

Au sommaire

- pratique : le service national, ta demande, réponse du ministère, la loi et le décret visant les objecteurs.
- Pour une insoumission au service civil
- Contre la conscription et la militarisation.
- Ojection collective et adresses.



Thierry Maricourt (suite)

«... six mois de prison ferme. Au suivant... »

Parce qu'il n'a pas rejoint la caserne de Landau (RFA) en avril 1983, Thierry Maricourt est passé en proçès, en appel, en mars 1984. En appel car un premier proçès en octobre 1983 l'avait condamné à 6 mois de prison fermes. 6 mois de prison pour un refus d'apprendre à tuer, c'est très élevé. Mais par un jugement rendu le 7 avril, la Cour d'Appel de Paris vient de confirmer cette peine.

Dans quelle époque vivons-nous pour que des individus qui refusent de marcher au pas cadencé, qui refusent d'apprendre les mille et une façons raffinées de donner la mort, soient condamnés a de la prison ? Choisir sa vie est un délit ! Thierry Maricourt tient a affirmer sa volonté de construire une société sans guerre, et donc sans armée, ce qui est, encore aujourd'hui, passible de prison. Les bouchers sont toujours au pouvoir...

Il est intolérable que Thierry Maricourt ait été condamné à six mois de prison. C'est pourquoi dès maintenant, le soutien de tous est indispensable. Il est encore temps de lui éviter de passer six mois à l'ombre, et prochainement des actions de soutien vont avoir lieu.

Pour tout soutien : Thierry Maricourt c/o GAA, BP 7, 80330 LONGEAU.

Mass Média

Le Mensuel de philosophie athée en est à son 36eme numéro.

34 rue Jules Amilhau, 31100 Toulouse
Abonnement 70 francs annuel, CCP 3688 30 J Toulouse.
Une analyse de trois ans de socialismes d'un point de vue militant athé.
- L'origine de la vie

Education libertaire

En juillet 1983, le groupe Michel bakounine (FA) a organisé une colo dans l'ile d'Oléron. Cette colo qui pendant un mois a réuni une quinzaine d'enfants et autant d'adultes, se voulait un **moment** de vie collective entre enfants et adultes et s'inscrivait dans la perspective de l'éducation libertaire.

Cette année, le groupe Michel Bakounine et un certain nombre de groupes et d'individus de la région a décidé de récidiver. En conséquence, au mois de juillet 1984, toujours dans l'ile d'Oléron aura lieu une nouvelle colo. Cette année, cependant, parce que nous avons l'acquis de l'an dernier, nous avons décidé de sortie du cocon douillet du silence et d'informer l'ensemble du mouvement libertaire de l'existence de notre projet. Ceci parce que nous pensons que notre colo peut être l'affaire de tous et qu'elle peut servir de détonateur à la mise sur pied de projets similaires. Aussi, parallèlement à l'envoi à l'ensemble de la presse libertaire de textes établissant un bilan des colos 83 et 84, nous avons décidé d'organiser dans le cadre de cette colo deux week-end de réflexion-débats qui seront ouverts à **tous.**

Le premier week-end : **7 et 8 juillet,** sera centré sur l'éducation libertaire

samedi 7 de 15 h à 18h30 : les libertaires et l'éducation dans le cadre des institutions existantes (Education nationale, secteur para scolaire, éducatif...)

Dimanche 8 juillet de 9h à 12 h : les libertaires et l'éducation hors des institutions (crèches sauvages, écoles parallèles, l'enfant et la famille...)

Le second week-end 21 et 22 juillet sera centré sur les rapports entre la révolution sociale et la révolution au présent et au quotidien.

Samedi 21 de 15 à 18 h : éducation, luttes de libération sexuelle, écologie... et révolution sociale.

Dimanche de 9h à 12 h : alternatives et révolution.

Si vous désirez participer l'adresse de la colo est la suivante :
ADIL, villa les "4J", 35 chemin de l'angle. CHAUCRE, 17190, St George d'Oléron. Tél. : (46)76.73.10.

Pour toute correspondance : Groupe M. Bakounine. ADIL. BP 284. 17312. Rochefort cedex.

Pour ces week end, la colo n'assure ni l'hébergement ni la nourriture....

enseignement libertaire (encore...)

Journées internationales sur l'apprentissage libertaire et ses alternatives

La fédération des syndicats de l'enseignement de la CNT espagnole, organise du 23 au 28 juillet, des journées internationales sur l'apprentissage libertaire et ses alternatives. Il s'agit d'une rencontre internationale de chercheurs, de professionnels de l'enseignement et de collectifs éducatifs, pour mettre en commun des expériences pédagogiques et élaborer une analyse des perspectives éducatives présentes et futures pouvant déboucher sur la constitution d'une société différente.

Nous avons pris des contacts avec Ivan Illich, Chomsky, Savater et avec des collectifs français, italiens, suédois... qui suivent une démarche libertaire.

La rencontre aura lieu à l'école Federico Garcia Lorca de Motril (ville côtière près de Grenade, Espagne).

Les thèmes prévus : Au delà de la rénovation pédagogique, comment réaliser une pratique libertaire dans une école maternelle, étude d'une expérience éducative progressiste en Andalousie.

Le délai pour la présentation des communications et d'expériences est fixée au 15 juin. Pour une information plus complète vous pouvez vous adresser au syndicat de l'enseignement de la CNT, rue Marqués de Falcès, n° 5, 2eme, de Grenade.

DEGEL à Bordeaux

Le numéro 6 de DEGEL, journal du groupe anarchiste de Bordeaux, vient de paraitre.

Ce numéro vous offre un dossier sur le dualisme scolaire, des articles sur le fascisme et l'anti-fascisme, l'aide au retour pour les immigrés, l'histoire d'une Scop, les autoréducteurs associés, des échos des luttes menées par la CNT Bordeaux, ainsi que des nouvelles, du rock, de la poésie et des tas d'infos locales.

Le numéro, 5 F - Abonnement 5 numéros, 25 F.

G.A.B. - 7, rue du Muguet, 33000 Bordeaux.

Murmures d'automne

Gérard Dupré vient de publier aux éditions de Quat'Sous un nouveau recueil de poèmes : « Mes automnes difficiles ». Militant anarchiste, Gérard n'a jamais fréquenté les cénacles poétiques conventionnels ; sa poésie, expression de sa vie quotidienne, est indissolublement liée à son action politique.

Il offre ces quelques pages à ses camarades libertaires... et à Vanessa, sa fille, née en 1980, pour laquelle il se doit d'offrir un monde sans dieu ni maître.

Des mots caresse, des mots violence. Murmures et affleurements. Une ballade comme une vague qui oscille entre l'aube carnivore et son avenir crépusculaire, entre des automnes difficiles et flamboyants et des étés brûlants. Et le vol magnifique des oiseaux de la mer...

Dès que vous aurez terminé la lecture de ce passionnant numéro de C.A., n'oubliez pas d'écrire aux éditions de Quat'Sous, B.P. 0403, 80004 Amiens Cédex (20 F franco de port).

Makhnovtchina

Le groupe Fresnes-Anthony de la F.A. vient d'éditer dans sa collection *Volonté anarchiste*, le samizdat de V. Litvinov consacré à « Nestor Makhno et la question juive ». Ce texte, traduit et présenté par Iztok, est le premier travail historique sérieux sur le mouvement anarchiste russe qui soit parvenu à passer le rideau de fer depuis des décennies. Ce samizdat touche à un sujet très précis et brûlant sur la Makhnovtchina : les accusations d'antisémitisme portées par la propagande soviétique et par bien d'autres gens contre Makhno, bien souvent associées à celle de banditisme. Pour réaliser ce travail, l'auteur a pu accéder à des archives et à des sources inaccessibles aux chercheurs occidentaux. Ce texte constitue un complément indispensable au récent livre d'A. Skirda.

Volonté anarchiste n° 24 (15 F). V.A., 34 rue de Fresnes 92160 Anthony